



Destination Algérie

## Intérêt pour les campagnes promotionnelles

Le tourisme algérien a connu, depuis des années, un développement trop timide. Pourtant, le pays possède tous les atouts. Conscient de cette réalité, le nouveau ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, opte pour les campagnes promotionnelles afin de booster le secteur et attirer plus de touristes locaux et étrangers.

Page 2

Prise en charge des hadjis algériens

## Retard dans la réception de médicaments

Page 3

Construction de logements

# Vers un nouveau mode de financement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, semble avoir pris les choses en main pour «réformer» le secteur. En déclinant sa «feuille de route» qui sera entamée par l'ouverture de huit ateliers de réflexion, il s'attaque aux volets urbanisme, contrôle et formation notamment.

Page 3



Derbal concernant les élections locales

## «Un défi face à l'opinion publique intérieure et extérieure»

Page 3



Aïd El Adha

## 6 000 policiers mobilisés à Alger

La Sûreté de la wilaya d'Alger a mobilisé plus de 6 000 policiers à l'occasion de la célébration de l'Aïd El Adha, en vue de garantir la sécurité routière et préserver les biens des citoyens à travers tout le territoire de la wilaya, ont indiqué hier les mêmes services dans un communiqué.

Page 2

Le 1<sup>er</sup> octobre 2017, Journée nationale de la vulgarisation agricole



Par Mohamed Khiati

Comme de coutume, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, célèbre, le 1<sup>er</sup> octobre de cette année 2017, la 24<sup>ème</sup> édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, sous le thème : «Investir en la connaissance pour la sécurité alimentaire». Cette manifestation à caractère national que le secteur organise annuellement, se tiendra à quelques jours avant la célé-

## Mobiliser le système de connaissances agronomiques pour la sécurité alimentaire, en Algérie

bration, par l'Algérie, le 16 octobre, de la Journée mondiale de l'alimentation, sous le thème retenu par la FAO : «Changeons l'avenir des migrations, investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural».

Pour l'histoire, la Journée nationale de la vulgarisation agricole, institutionnalisée en 1994, est devenue une tradition, célébrée le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année et ce, n'est pas fortuit de choisir cette date, car elle coïncide avec le lancement de la campagne annuelle agricole, notamment la campagne céréalière, autrement dit, une rentrée sociale pour les professionnels du monde agricole, en général

Ce faisant, disons dans le sillage de cet événement d'émulation que les sociétés rurales doivent aujourd'hui s'adapter à un monde en évolution rapide et s'insérer dans des circuits économiques complexes tant en poursuivant leurs efforts pour assurer leur sécurité alimentaire, gérer et protéger les ressources et leurs territoires, qu'améliorer leurs conditions de vie, de santé, d'éducation et valoriser et conserver les patrimoines culturels : matériels et immatériels.

Pour relever ce défi, la communication pour le développement en zones rurales constitue un facteur stratégique.

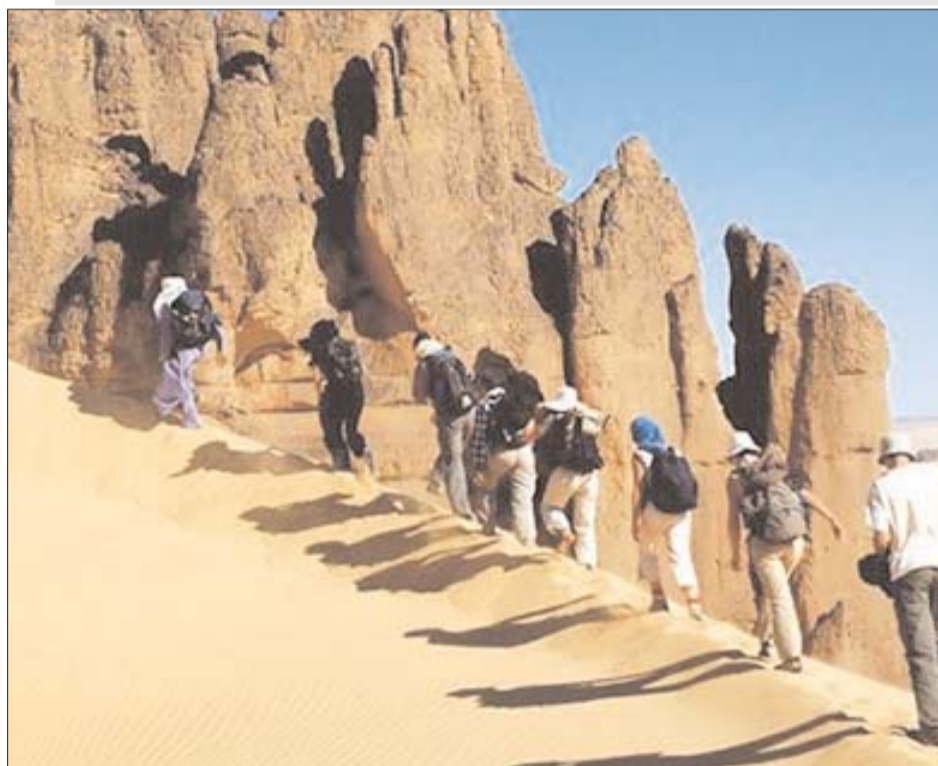
Page 4



Destination Algérie

# Intérêt pour les campagnes promotionnelles

**Le tourisme algérien a connu, depuis des années, un développement trop timide. Pourtant, le pays possède tous les atouts. Conscient de cette réalité, le nouveau ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, opte pour les campagnes promotionnelles afin de booster le secteur et attirer plus de touristes locaux et étrangers.**



Par Karima Nacer

**D**ans sa volonté de diversification de son économie, l'Algérie prévoit de mettre le tourisme au premier plan de sa stratégie de développement. Cependant, l'effort fourni n'a pas été satisfaisant. Et les investissements touristiques sont retardés, victimes de bureaucratie et de mauvaise gestion.

Afin d'encourager les touristes à visiter l'Algérie, le ministre du Tourisme trouve la solution dans les campagnes promotionnelles. Et encourager les agences de voyage à généraliser les initiatives. A titre de suggestion également, les tarifs des vols aériens devraient être révisés pour viser toutes les catégories

d'Algériens. Car les prix actuels dans les infrastructures hôtelières sont exorbitants. Ce qui pousse les Algériens à chercher d'autres destinations à moindre prix. Mais aussi, l'amélioration des infrastructures hôtelières, de la qualité de services, et la réduction des prix, sont les meilleurs moyens pour booster le secteur du tourisme en hibernation depuis des années.

De telles initiatives pourraient gonfler les recettes touristiques, surtout que beaucoup de régions sont susceptibles d'attirer, aussi bien des professionnels, que des touristes grâce à ce qu'elles présentent comme produits touristiques, à savoir l'attractivité naturelle et la diversité culturelle.

La saison saharienne

approche. Malgré les potentialités importantes que recèle le Grand-Sud algérien, le secteur du tourisme dans cette région peine toujours à décoller comme l'atteste les professionnels du secteur. De nombreux partenaires du secteur du tourisme imputent ce recul d'activités touristiques et de touristes, entre autres, au manque de vulgarisation des potentialités de cette région. Pour réussir cette saison, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, avait annoncé récemment la mise en place d'une commission composée de représentants des secteurs concernés, chargée de préparer la saison du tourisme saharien et assurer son bon déroulement.

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat en visite de

travail dans la wilaya de Skikda, a mis en avant les grandes potentialités du secteur du tourisme dans la wilaya qui ont permis, a-t-il souligné, d'attirer plus de 8 millions d'estivants au cours de la saison actuelle, soit un million de plus que l'année dernière.

Le ministre qui visitait, dans la région de Flifla, les installations d'un hôtel 5 étoiles, mis en service en 2015, d'une capacité de 242 chambres et offrant 340 postes d'emploi directs et 800 autres indirects, a salué la stratégie adoptée par les gestionnaires de cet établissement pour une meilleure attractivité auprès des clients, et a valorisé le partenariat conclu entre cet établissement et le secteur du tourisme encadré par des agences de voyages et l'Office national algérien du tourisme (Onat).

M. Mermouri a, dans cette même région, posé la première pierre d'un village touristique d'une superficie de quatre hectares qui proposera 156 chambres et 23 bungalows, en plus d'un parc d'attractions et un parc aquatique. Il a appelé, à cette occasion, les responsables locaux à fournir toute l'aide nécessaire aux investisseurs dans le secteur du tourisme.

Au cours de sa visite, le ministre s'est enquis de la réalisation de plusieurs projets touristiques dans la commune de Flifla et au chef-lieu de wilaya, parmi lesquels un hôtel 4 étoiles à Flifla dont le taux d'avancement des travaux a atteint 70%, et un village touristique réalisé dans le cadre d'un investissement algéro-saoudien, qualifié «de plus grand projet touristique en cours de réalisation en Algérie».

K.N.

## Aïd Al Adha 6 000 policiers mobilisés à Alger

La Sûreté de la wilaya d'Alger a mobilisé plus de 6 000 policiers à l'occasion de la célébration de l'Aïd El Adha, en vue de garantir la sécurité routière et préserver les biens des citoyens à travers tout le territoire de la wilaya, ont indiqué hier les mêmes services dans un communiqué.

La Sûreté de la wilaya d'Alger a pris toutes les mesures nécessaires en prévision de l'Aïd El Adha afin d'assurer une bonne couverture sécuritaire à travers la mobilisation d'un plus grand nombre de forces de police opérationnelle de manière à garantir la sécurité et préserver les biens des citoyens, précise le communiqué.

Ces mesures ont été intensifiées à travers les opérations de contrôle, notamment dans les marchés, les locaux et les centres commerciaux vu la plus grande affluence des familles en prévision de l'Aïd El Adha, souligne le communiqué.

Des patrouilles mobiles et pédestres ont été également renforcées au niveau des gares routières, du métro et du tramway en vue de garantir les déplacements des voyageurs en toute tranquillité, ajoute le communiqué.

D'autre part, un plan sécuritaire a été mis en place en vue d'endiguer les accidents de la route en renforçant la présence des forces de police au niveau des points noirs, intersections, points de contrôle et barrages tout en mobilisant des patrouilles de prévention routière (unités mobiles).

Les services de Sûreté de la wilaya ont également mobilisé des patrouilles pédestres au niveau des rues et principaux carrefours pour déjouer toute tentative d'atteinte à la sécurité des citoyens et des biens publics et privés en milieu urbain.

K. L.

## Retraite proportionnelle et sans condition d'âge Près de 8 000 dossiers du secteur de l'Education finalisés

La Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé avoir finalisé dimanche le traitement des dossiers de près de 8 000 fonctionnaires relevant du secteur de l'Education nationale ayant déposé des demandes de retraite proportionnelle et sans condition d'âge avant le 31 décembre 2016, précisant que les personnes concernées recevront leurs notifications dans les prochains jours, a indiqué lundi un communiqué de la CNR.

«Les services de la CNR ont finalisé le traitement de près de 8 000 dossiers répartis sur 12 wilayas», indique la même source, précisant que les personnes concernées recevront leurs notifications dans les prochains jours.

«L'opération de traitement des derniers dossiers des demandes de retraite proportionnelle et sans condition d'âge déposées par les fonctionnaires du secteur de l'Education avant le 31 décembre 2016, dernier délai avant l'entrée en vigueur de la loi 15-16 du 31 décembre 2016 modifiant et complétant la loi 83/12 du 2 juillet 1983, s'est achevée dimanche dernier au niveau des agences locales de la CNR», indique le communiqué.

Selon la CNR, ces dossiers «étaient en instance pour des raisons liées essentiellement au non-parachèvement de la procédure administrative».

M. L.

Port d'El Djamilia

# Entrée en service du premier bateau-restaurant

**L**e dauphin, premier bateau-restaurant, d'une capacité d'accueil de 300 sièges est entré en service lundi au niveau du port d'El Djamilia (ex : La Madrague) à Aïn Benian (Alger).

S'exprimant en marge de la cérémonie d'inauguration du restaurant en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a indiqué que 11 investisseurs privés se sont vu accorder des autorisations pour l'exploitation de restaurants fixes et mobiles, dont six ont été distribués aujourd'hui.

Il a ajouté que le secteur de la

plaisance maritime a pâti de l'absence de textes juridiques encadrant cette activité, précisant que le décret exécutif du 25 juin 2016 a clairement défini les conditions et modalités d'exercice des activités de transport maritime urbain et de plaisance maritime, avant de relever que cette activité «n'est pas facile au vu de l'importance du respect des normes de sécurité maritimes».

Depuis l'entrée en vigueur, en 2016, du décret exécutif, plusieurs demandes ont été déposées auprès des commissions des trois régions côtières du pays (Est, Centre et Ouest).

Outre les bateaux-restaurants,

ce décret définit quatre autres activités ouvertes à l'investissement. Il s'agit du transport maritime urbain, le pécaturisme (pêche de plaisance et de tourisme), la balade en mer ainsi que la plaisance sur des engins nautiques à moteur.

Le ministre a appelé, par ailleurs, les investisseurs privés détenteurs des licences d'exploitation de cette activité à donner «le bon exemple en matière de respect des normes de sécurité maritimes, d'hygiène et de prestations».

Mettant en avant l'importance de la qualité des services fournis aux citoyens, M. Zaâlane a affirmé que des commissions spécialisées effectueront des opérations de

contrôle périodique au niveau de ces bateaux-restaurants pour s'assurer de leur conformité aux normes prévues par la loi.

Le ministre a indiqué que son secteur a programmé la réalisation de 14 ports de plaisance répartis sur l'ensemble des villes côtières, précisant qu'un laboratoire d'études maritime a achevé les études nécessaires à la réalisation de ces structures.

S'agissant des opérations d'extension des ports commerciaux, le ministre a relevé que les travaux connaissent un taux d'avancement appréciable, notamment au niveau du port d'Oran avec un taux de 75%, de même pour les ports de

Jijel, Annaba et Béjaïa.

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a indiqué que les travaux d'extension de l'aéroport international d'Alger connaissent à leur tour un taux appréciable, affirmant que la réception de ce projet est prévue pour la fin 2018.

Il a ajouté qu'avant l'exploitation commerciale de la nouvelle aéro-gare, des essais techniques de son fonctionnement étaient programmés. Le ministre a affirmé, à ce propos, que l'aéroport international d'Alger sera relié au réseau de transport pour faciliter l'accès à cette structure.

R. N.

Construction de logements

# Vers un nouveau mode de financement

**Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, semble avoir pris les choses en main pour «réformer» le secteur. En déclinant sa «feuille de route» qui sera entamée par l'ouverture de huit ateliers de réflexion, il s'attaque aux volets urbanisme, contrôle et formation notamment.**



Par S. A. Mohamed

**S**on département, a-t-il affirmé lundi, a entamé la préparation d'une feuille de route en ouvrant huit ateliers de réflexion afin d'accélérer la réalisation des programmes d'habitat tracés. Pour M. Temmar, la feuille de route que prépare son ministère englobe plusieurs volets dont le volet urbanisme avec la participation de tous les acteurs du secteur de l'habitat. Ainsi, huit ateliers sont lancés par le département de l'habitat dont le premier a porté sur l'urbanisme. Le ministre a tenu une réunion qui a regroupé les représentants du Conseil national de l'ordre des architectes qui compte près de 8 000 adhérents, le Syndicat national des ingénieurs en génie-civil et bâtiment (5 000 adhérents) et le conseil d'ordre des géomètres (650 adhérents). Deux autres ren-

contres se tiendront prochainement avec les producteurs locaux de matériaux de construction et les promoteurs immobiliers, lesquels auront un rôle important à jouer en matière d'urbanisme et de construction. A cette occasion, le ministre a souligné, dans une allocution, qu'il y a une crise économique, d'où la nécessité de trouver des solutions, notamment en matière de financement. «Malgré la situation économique difficile, il faut trouver des solutions pour le financement direct du logement par l'Etat à 100%». Appelé à donner plus d'explications sur le sujet lors d'un point de presse, il a indiqué qu'il «faut aller vers le partenariat public-privé en matière de financement pour la réalisation des projets». Le ministre a également parlé de l'aspect relatif à la gestion des projets, car selon lui, «il faut penser à gérer l'habitat après l'avoir produit», soulignant l'importance

de l'environnement urbanistique dans lequel est construit le logement en plus de «l'implication» du citoyen. Le département de l'habitat a ouvert aussi un atelier sur le traitement électronique en consacrant la culture du traitement des dossiers à distance. «En 2017, il faut changer notre vision et traiter avec l'administration d'une manière civique», a-t-il préconisé. Il a expliqué que l'opération de réflexion autour du permis de construction électronique doit être maîtrisée dans son aspect juridique en coordination avec le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales. Cependant, le ministre a précisé que la réflexion et la concertation avec les différents partenaires de son département ne doit pas se faire au détriment du temps. Les concepteurs auront d'ailleurs 10 jours pour soumettre leurs propositions et réflexions tout en adoptant un classement des priorités.

Concernant l'urbanisme, l'atelier qui lui sera dédié portera sur cinq sujets, a détaillé le ministre. Il s'agit d'étudier toutes les lois actuelles et s'il y a une nécessité de révision ou d'adaptation «personne ne peut nous empêcher de réviser la loi sur l'urbanisme, promulgué depuis 27 ans», dit-il. Il est prévu que le secteur organise aussi un atelier sur l'opération de réhabilitation des villes et des quartiers par le biais de l'Agence nationale de réhabilitation. En outre, le ministre a évoqué le dossier du vieux bâti, signalant le manque de suivi de l'application du décret relatif à ce genre de construction. D'autres ateliers autour de l'architecture sont aussi programmés. «Avec 7 000 architectes, on n'a pas besoin d'en ramener d'ailleurs», a déclaré le ministre en insistant sur l'importance d'organiser plusieurs concours afin d'encourager la créativité. **S.A.M.**

Prise en charge des hadjis algériens

## Retard dans la réception de médicaments

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a effectué une visite d'inspection à la clinique centrale de la mission médicale algérienne et a rencontré les imams et mourchidine religieux à La Mecque, en vue de s'enquérir de près des préparatifs engagés en prévision du début, aujourd'hui, des rites du Hadj.

A la clinique centrale de la mission médicale, le ministre a visité les différents pavillons et a discuté avec les malades, qui ont salué cette visite et l'attention particulière que leur accorde le personnel médical. Concernant la disponibilité des médicaments, M. Aïssa a indiqué, à l'issue de cette visite, que les médicaments étaient en nombre suffisant et répondaient aux besoins des patients, relevant un retard dans la réception de certains médicaments en raison des procédures administratives imposées par les autorités saoudiennes.

Le ministre a mis l'accent sur «la disponibilité des membres de la mission et du personnel médical qui ont assuré une bonne gestion et réservé un bon traitement aux malades, outre l'introduction de tonnes de médicaments provenant de l'Algérie au profit des patients dans les différents centres».

Par ailleurs, M. Aïssa a rencontré les imams et les mourchidine religieux (100 imams relevant de l'Onho et 42 de différentes agences) qui ont pris part à la réunion consacrée à la préparation spirituelle et l'orientation des pèlerins lors de l'accomplissement des rites du Hadj.

Le président du Comité de la fatwa, Mohand Maâzouz qui a participé à la réunion, a indiqué que le Comité de la fatwa et de l'orientation religieuse dont les membres sont présents dans les Lieux Saints était entièrement disposés à assurer la prise en charge nécessaire aux pèlerins algériens afin de leur permettre d'accomplir correctement les rites du Hadj, soulignant le recours de nos hadjis aux imams pour les consulter sur les différentes questions religieuses et les orientations à suivre lors de l'accomplissement des rites du Hadj.

Les orientations seront données la veille du début des rites du Hadj au niveau des salles de prières, notamment en matière d'orientations religieuse, logistique et sanitaire, a souligné le ministre, appelant les hadjis à se protéger des coups de soleil et à manger des repas sains. A cet effet, M. Aïssa a appelé à accorder la priorité au regroupement sur le mont Arafat qui est le principal pilier du Hadj et l'un de ses moments culminants, car il est impossible, du point de vue logistique, d'assurer à tous les pèlerins de se rendre et de passer la nuit à Mina en raison du manque d'espaces et pour ne pas rater ce principal pilier, notamment en raison du nombre important de hadjis présents au jour de Tarwiya. **R. N.**

Derbal concernant les élections locales

# «Un défi face à l'opinion publique intérieure et extérieure»

Par Massi S.

**L**e président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), Abdelouahab Derbal, a affirmé, lundi à Alger, que «l'instance comptait s'acquitter de son devoir constitutionnel pour consacrer la liberté de choix qui reste la meilleure voie vers des élections transparentes et intégrées à même de garantir la stabilité politique du pays».

«La Hiise compte s'acquitter de son devoir constitutionnel en matière de protection de la voix du citoyen en vue de consacrer la liberté de choix lors des élections locales du 23 novembre prochain»,

a souligné M. Derbal à l'ouverture des travaux de la 2<sup>ème</sup> session ordinaire du conseil de l'Instance, estimant que «c'est la meilleure voie vers des élections transparentes permettant d'asseoir une démocratie fondée sur le respect de la voix du citoyen, une garantie de la stabilité politique dans notre pays».

M. Derbal a appelé les membres de la Hiise à «continuer sur la même détermination dont il ont fait montre au cours des législatives de mai 2017», d'autant que les élections locales exigent davantage d'efforts, un suivi permanent sur le terrain et de plus grands moyens».

Saluant les efforts des

membres de la Hiise sur la scène politique en vue d'assurer une transition sûre du pays vers une nouvelle étape plus stable et plus développée, M. Derbal a souligné que les élections locales «sont un défi à relever face à l'opinion publique à l'intérieur et à l'extérieur du pays».

«Ce que la Hiise peut apporter à l'Algérie, en cette conjoncture marquée par un contexte régional et international difficile, est de contribuer avec ses partenaires politiques, les médias et l'administration, à garantir la liberté de choix qui constitue le principe même d'un processus électoral propre», a encore souligné M. Derbal, précisant que tous les

acteurs politiques doivent se «solidariser pour la réalisation de l'objectif constitutionnel, la tenue d'élections transparentes et intégrées».

«Les politiques qui animent les élections en tant que premiers responsables de la transparence du processus électoral, sont tous appelés à mobiliser leurs énergies pour garantir la régularité de ce dernier étant la seule voie de la légitimité», a-t-il dit.

Après avoir salué les efforts des membres de la Hiise lors des législatives de mai dernier, M. Derbal a indiqué que l'expérience acquise par l'instance «lui a permis de mieux appréhender les faits tout au long du processus

électoral», soulignant que «570 saisines parvenues à l'instance le jour du scrutin ont été traitées, dont 38 saisines soumises au procureur général».

Dans une déclaration à la presse en marge des travaux, M. Derbal a indiqué que la commission permanente installée avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a décidé de procéder à «la révision de plusieurs points relatifs au processus électoral», relevant que le formulaire de collecte des signatures «sera différent pour les partis politiques et les listes indépendantes lors des prochaines élections locales». **M. S.**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2017, Journée nationale de la vulgarisation agricole

# Mobiliser le système de connaissances agronomiques pour la sécurité alimentaire, en Algérie

Comme de coutume, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, célèbre, le 1<sup>er</sup> octobre de cette année 2017, la 24<sup>ème</sup> édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, sous le thème : «Investir en la connaissance pour la sécurité alimentaire». Cette manifestation à caractère national que le secteur organise annuellement, se tiendra à quelques jours avant la célébration, par l'Algérie, le 16 octobre, de la Journée mondiale de l'alimentation, sous le thème retenu par la FAO : «Changeons l'avenir des migrations, investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural».



Démonstration de vulgarisation sur olivier.

Par Mohamed Khiati

**P**our l'histoire, la Journée nationale de la vulgarisation agricole, institutionnalisée en 1994, est devenue une tradition, célébrée le 1<sup>er</sup> Octobre de chaque année et ce n'est pas fortuit de choisir cette date, car elle coïncide avec le lancement de la campagne annuelle agricole, notamment la campagne céréalière, autrement dit, une rentrée sociale pour les professionnels du monde agricole, en général

## La communication pour le développement, une priorité

Ce faisant, disons dans le sillage de cet événement d'émulation que les sociétés rurales doivent aujourd'hui s'adapter à un monde en évolution rapide et s'insérer dans des circuits économiques complexes tant en poursuivant leurs efforts pour assurer leur sécurité alimentaire, gérer et protéger les ressources et leurs territoires, qu'améliorer leurs conditions de vie, de santé, d'éducation et valoriser et conserver les patrimoines culturels : matériels et immatériels.

Pour relever ce défi, la communication pour le développement en zones rurales constitue un facteur stratégique. Les communautés rurales doivent disposer d'instruments appropriés qui leur permettent d'accéder aux informations et aux savoirs utiles, d'entretenir un débat entre eux et avec leurs partenaires, d'échanger leurs expériences, leurs savoirs, leurs techniques et leurs pratiques. Le Programme de renforcement des capacités humaines, dans sa version.2 (2015/2019) s'inscrit, entre autres, en droite ligne dans cette

optique de généralisation du savoir, du savoir-faire et des connaissances qui constituent, de surcroît, les principaux ingrédients du progrès, en milieu rural.

La vulgarisation en tant que processus de communication qui du reste, constitue un système mouvant dans les zones rurales, doit s'inscrire dans de nouvelles perspectives en raison, d'une part, du mouvement mondial des réformes de la vulgarisation en ce sens que le concept d'hier attribué à la vulgarisation n'est plus le même aujourd'hui et qui de facto, prend-il, une perception de développement et de facilitation que des formes technicistes et d'injection de nouvelles technologies et de la tendance de la conception actuelle de la vulgarisation, de l'appui conseil et de ses multiples facettes d'application sur le terrain, d'autre part.

Ce mouvement de réformes a d'ailleurs commencé à la fin du siècle dernier, lié d'une part, aux nouveaux besoins en matière d'information et de formation des communautés rurales qui sont apparues au fur et à mesure que le monde entrait dans une ère de mondialisation, de démocratisation du développement (démocratizing development) et de libéralisation des initiatives. D'autre part, l'importance accordée au concept de développement intégré, multidisciplinaire, global et durable, constitue, à l'heure actuelle, un fait majeur de l'orientation de la fonction communication et vulgarisation, à travers le monde.

Ces évolutions déterminent de nouveaux besoins en matière d'apprentissage, de maîtrise des processus managériaux à travers de nouvelles approches, de méthodes et d'outils d'aide à la décision pour lesquels, la vulgarisation et l'assis-

tance technique in extenso, l'appui conseil, deviennent une nécessité de première importance, dans la mesure où il est établi universellement que la réussite de toute politique agricole et rurale est liée à : (1) un dispositif réglementaire, juridique, financier et de soutien économique, efficient et (2), à un système de communication et de vulgarisation destiné aux populations rurales à la fois, puissant et performant.

Aussi, la problématique qui se pose aujourd'hui est telle que les nouvelles mutations qu'a connues le monde agricole et rural, tant à l'échelle nationale qu'internationale, induisent une nouvelle perception et une orientation du mode d'intervention dans l'approche de vulgarisation, d'assistance technique et de l'appui conseil. Ces nouvelles données constituent des éléments de réflexion sur l'orientation future à donner à la vulgarisation en tant que processus de communication. Il s'agit de savoir quels sont les principes, les approches, les méthodes et les outils pour une formulation efficiente d'une politique de vulgarisation adaptée et adaptable, tout en se fiant à cette idée que toute politique est élastique et que la vulgarisation doit suivre l'élasticité de la politique agricole, dans le temps et dans l'espace.

## La vulgarisation agricole : mutation et changement

Ici, arrêtons-nous un laps de temps pour dire qu'à l'échelle mondiale, la dernière étude effectuée par la FAO, sous la direction du professeur B.E Swanson, sur les systèmes de vulgarisation remonte à plus de deux décennies. Depuis, beaucoup de changements sont

apparus dans les systèmes de vulgarisation partout dans le monde, se traduisant par une tendance progressive vers la privatisation, la décentralisation et la commercialisation des services, par un recentrage dans le contenu et la méthodologie d'intervention et une meilleure participation des organisations des producteurs, à la dynamique de développement.

Cela dit, historiquement et depuis 50 ans, l'approche de vulgarisation agricole a considérablement évolué dans les pays en développement et ce processus est loin d'être terminé. Le long de cette période, les organismes de vulgarisation agricole des pays en développement perpétuaient les traditions administratives des anciennes puissances coloniales et comme les autres services d'assistance agricole, ses services visaient la production et la commercialisation de produits d'exportation, alors que ses programmes portaient souvent du principe que la productivité agricole était entravée, non seulement par les contraintes techniques et économiques, mais également par l'apathie des agriculteurs, l'organisation sociale inadaptée et l'absence de leadership local.

Aussi, on plaçait une grande confiance à la technologie agricole occidentale pour satisfaire les besoins desdits «affamés, des pauvres et des ignorants» du monde en développement. Le problème du développement de l'agriculture se résumait alors, à l'accélération de la croissance de la production et de la productivité agricoles par l'entremise de ce qui est appelé le «modèle de diffusion» du développement agricole qui faisait appel à un processus hiérarchique et unidirectionnel, fournissant aux agricultures traditionnelles de nou-

velles technologies en général, occidentales, transmises aux agriculteurs par les agents de vulgarisation des ministères de l'Agriculture, des pays considérés.

Au cours des années 1950 et au début des années 1960, les services de vulgarisation étaient souvent liés à des programmes de développement rural multidisciplinaires. Les agents de vulgarisation d'alors, remplissaient de nombreuses fonctions, allant de la fourniture de crédit et de la distribution d'intrants, à diverses activités de coordination. Et dans la mesure où ils faisaient partie des rares fonctionnaires présents dans les villages, on leur demandait souvent de se charger des tâches administratives, statistiques ou même parfois politiques.

En général, le service entretenait peu de rapports avec la recherche agricole. A posteriori, le mouvement du développement rural souffrait d'un environnement peu propice au développement agricole. Il finit par tomber en disgrâce à mesure que l'absence de solutions techniques rentables et l'élargissement excessif de sa mission se traduisaient par des ressources de plus en plus diluées, des coûts de gestion excessifs et une faible croissance de la production agricole. Les études menées auprès des villages durant cette période montrèrent que les agriculteurs étaient «pauvres, mais efficaces» et soulignèrent que l'absence d'une technologie rentable constituait la principale cause de stagnation.

L'ouvrage de Schulz : *Transforming Traditional Agriculture* (1964), s'appuya sur des résultats d'études pour contester le modèle de vulgarisation/diffusion, invite instamment les pays en développement et les bailleurs de fonds à réorienter les ressources de la vulgarisation pour mettre en place une capacité de recherche agricole. Ce modèle de diffusion à tendance à oublier que les agriculteurs sont des innovateurs, et pas seulement des récepteurs passifs d'informations.

Malheureusement, ces héritages renforçaient en général la vision bornée, linéaire et séquentielle appliquée au développement et à la mise à disposition des agriculteurs de l'information et du savoir, c'est-à-dire l'itinéraire recherche fondamentale-recherche appliquée - innovations technologiques - conseils aux agriculteurs.

Cependant, au début des années 1970 et suite à la Révolution verte entamée aux années 1950, nombre d'agronomes considéraient néanmoins qu'il existait un réservoir inexploité de technologies qui n'avaient pas été transmises aux agriculteurs. Il a fallu donc d'améliorer la capacité d'intervention de la vulgarisation grâce à davantage de personnels, de formations, d'équipements, de cyclomoteurs et autres moyens.

a suivre

Gaspillage d'électricité

# Les gros consommateurs pointés du doigt

**Le ministre de l'Energie, M. Mustapha Guitouni, a sommé lundi les gros consommateurs d'électricité à rationaliser leur consommation, évoquant une «réflexion» au niveau du ministère, applicable à moyen ou à long terme, pour que les tranches à très forte consommation électrique paient le prix de cette énergie à «son juste prix», c'est-à-dire sans bénéficier du soutien de l'Etat.**



**S'** exprimant lors d'une cérémonie de remise de décision de nomination du directeur de la région Est et des décisions et passations de consignes de plusieurs directeurs de distribution, organisée par la SDC (Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz), M. Guitouni a pointé du doigt le «gaspillage» de l'électricité qui continue de porter préjudice au Trésor public en raison des subventions conséquentes décaissées annuellement pour soutenir les prix de l'énergie.

«En juillet dernier, on est arrivé à un pic de consommation électrique de 13 900 MW et il ne restait pratiquement rien dans le sac. Sonelgaz a su gérer la situation et a évité le recours aux délestages. Elle est arrivée à produire 1 000 MW supplémentaires dans des conditions très difficiles pour arriver à 14 000 MW contre 13 000 MW en 2016», a-t-il observé.

Mais, a-t-il poursuivi, cette consommation record est certes le

résultat de la canicule qui a marqué cet été, mais elle est surtout le fruit du «gaspillage» qui continue de caractériser la consommation des quelque 6 millions de clients sur les quelque 9 millions que compte la société.

«Nous gaspillons trop, et si on continue comme ça, il va falloir qu'on revoie le prix de façon à ce que les gros consommateurs paient plus cher l'électricité», a-t-il lâché dans un point de presse tenu à l'issue de la cérémonie.

«Les couches défavorisées vont continuer à payer le prix subventionné, mais les riches doivent payer le juste prix», a-t-il soutenu.

Cependant, aucune augmentation des prix, même pour les gros consommateurs n'est prévue «pour le moment», a-t-il insisté.

«Pour le moment, il n'y a aucune décision concernant l'augmentation du prix de l'électricité ou de l'énergie en général», a-t-il tranché en ajoutant que l'avant-projet de loi de finances pour 2018 «ne prévoit pas pour l'instant d'augmenta-

tion dans les prix de l'énergie».

Chiffres à l'appui, le ministre a tenu à démontrer que l'Algérie figurait parmi les pays de la région et au monde entier où l'énergie est la moins chère.

A titre d'exemple, en Algérie on paie 1,77 DA pour la première tranche de consommation électrique (250 à 500 KWh), qui regroupe en principe les couches les plus défavorisées, contre 9,06 DA au Maroc et 3,39 DA en Tunisie. La deuxième tranche, qui concerne une consommation médiane, est payée à 4DA le KWh en Algérie contre 10,7DA au Maroc et 7DA en Tunisie alors que la 4<sup>ème</sup> tranche, qui regroupe les gros consommateurs, est facturée à 4DA en Algérie, à 15,98DA au Maroc et à 14 DA en Tunisie.

«La réflexion sur les prix doit être axée sur la 4<sup>ème</sup> tranche, c'est à dire les gros consommateurs», a-t-il insisté.

Le gap entre les prix de l'énergie en Algérie et ceux dans les pays voisins ne se limite pas à

l'électricité mais touche également les carburants, puisqu'avec une consommation annuelle de 15 millions de tonnes, l'Algérie pratique les prix les plus bas de la région.

Le prix moyen de l'essence, par exemple, est fixé à 32 DA/litre alors que ce carburant coûte en réalité 125 DA à l'Etat. Au Maroc on paie l'essence à 85 DA/litre et en Tunisie à 67 DA, a-t-il ajouté.

Evidemment, la différence entre les coûts réels de l'Energie et les prix de vente est prise en charge par le Trésor public.

Revenant sur la production électrique de la Sonelgaz durant l'été, il a, encore une fois, pointé du doigt le gaspillage qui pousse l'entreprise, regrette-t-il, à produire des quantités supplémentaires qui lui coûtent des milliards de dollars/an.

«En 2018 il faut mettre en place 2 000 MW d'électricité en plus. Cela nous coûte un investissement global entre 3 à 4 milliards de dollars», a-t-il avancé.

Mais «c'est un montant conséquent qu'on pourrait utiliser dans d'autres secteurs si on arrive à rationaliser notre consommation électrique», note le ministre.

En plus, le gaz utilisé dans la production de cette électricité pourrait alors être économisé et exporté, ce qui fera rentrer des devises au pays, a-t-il soutenu en faisant remarquer que contre une puissance électrique de 14 000 MW en Algérie, la Mauritanie en a 400 MW, le Maroc 6 000 MW et la Tunisie 4 000 MW.

«C'est que les prix bas en Algérie incite à la consommation», a conclu M. Guitouni.

Interrogé sur l'origine du déficit de la SDC, lequel a avoisiné les 51 milliards (MDS) de DA en 2016, le ministre a estimé que ce résultat est une «évidence du moment qu'on produit à un coût de 11,43 DA le KWH et on vend à 4DA, c'est à dire que l'Etat prend en charge les 8DA/KWH».

Pour faire face à cette situation il faudrait également assurer une meilleure maîtrise des

coûts, préconise-t-il.

Interrogé sur les actions prévues par le ministère, il a avancé que des portes ouvertes sur ALNAFT (l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures) seront organisées en septembre à Alger (au CIC du Club des Pins) où des ambassadeurs et des opérateurs publics nationaux seront conviés pour bien connaître les missions de cette agence dans la perspective de reprendre l'exploration et la recherche dans le domaine minier.

Il a également annoncé que l'Agence préparait le lancement du 5<sup>ème</sup> appel à la concurrence national et international pour l'octroi de périmètres de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures, sans avancer de date.

## 33 milliards de DA de dégâts occasionnés sur le réseau

Interrogé sur la prochaine réunion de l'Opep, prévue le 22 septembre à Vienne, il a rappelé que les pays concernés par l'accord sur la réduction de la production se dirigeaient vers un respect plus strict de leurs quotas de production.

«Si l'on arrive à respecter les quotas à 100%, les prix vont rester raisonnables», a-t-il prédit.

Présent à la rencontre, le secrétaire général de l'Ugta Abdelmadjid Sidi Saïd a plaidé pour une «meilleure considération» des cadres algériens.

«Chez nous, on n'accorde pas suffisamment de considération et de respect à nos cadres. Il faut mettre fin au nomadisme des cadres pour aller plus vite dans le développement. Il faut redonner au cadre algérien sa dimension humaine et de manager», a-t-il vivement recommandé.

M. Guitouni a, de son côté, assuré que «la stabilité de la ressource humaine était au centre de la feuille de route du gouvernement».

A son tour, le P-DG de SDC, M. Mourad Ladjal, a indiqué que le large mouvement qui a touché 16 directions de distribution et 72 agences commerciales allait garantir une meilleure prise en charge des besoins des clients.

Un bilan de la SDC présenté à cette occasion a fait ressortir un résultat déficitaire de la société de 50,8 MDS de DA en 2016 sur un chiffre d'affaires de 267,2 MDS de DA et des créances de 55 MDS de DA. Les clients de la société étaient de près de 9 millions pour l'électricité en 2016 et près de 5 millions pour le gaz.

Durant juillet et août 2017, la société a enregistré 763 incidents et interventions ayant touché notamment 21 wilayas et nécessité la mobilisation de 450 équipes. Le montant approximatif des dégâts occasionnés sur le réseau de distribution durant cette période est estimé à 33 MDS de DA.

R. N.

Prix du pétrole

## Le Brent à 51,53 dollars à Londres

**L**es prix du pétrole reculaient légèrement mardi en cours d'échanges européens alors que la tempête Harvey a tout particulièrement pesé sur le cours du brut américain.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,53 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 34 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 4 cents à 46,53 dollars, après une baisse marquée la veille.

La référence américaine, le WTI, valait 5 dollars de moins que le Brent européen.

«L'écart n'a pas été aussi élevé depuis deux ans. La tempête Harvey empêche énormément de raffineries de fonctionner, et cela représente

2,5 millions de barils par jour, alors que les puits bloqués ne représentent que un million de barils par jour, donc cela pèse sur le WTI», ont expliqué des analystes de Commerzbank.

Si les estimations sur les capacités bloquées par la tempête varient, les analystes s'accordent pour dire que les raffineries sont plus entravées que les puits. En outre, certains analystes estiment que «Harvey va rendre le travail de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui cherche à rééquilibrer le marché, plus difficile». L'Opep est engagé depuis fin 2016 dans un accord avec d'autres producteurs, dont la Russie, pour limiter leurs extractions et élargir les importantes réserves mondiales qui pèsent sur les prix.

«La tempête a élargi l'écart entre le Brent et le WTI, mais des opérations de maintenance en mer du Nord, de nouvelles perturbations de la

production ailleurs, et une hausse continue de la production américaine avaient déjà élargi cet écart», ont noté les analystes de Barclays.

La production libyenne, notamment, a été perturbée par la situation que vit ce pays, ce qui limite l'offre et profite aux prix dans la région.

«Dans la situation actuelle, il est particulièrement difficile de prévoir le niveau des réserves américaines, qui risque de surprendre», alors que le Département américain de l'Energie (DoE) publiera mercredi ses données sur le sujet, ont par ailleurs souligné les analystes de Commerzbank. Selon la médiane d'un consensus d'analystes compilé par l'agence Bloomberg, les réserves de brut auraient reculé de 2 millions de barils, celles d'essence de 1,5 million de barils et celles de produits distillés de 387 000 barils pour la semaine achevée, le 25 août.

R. E.

Chemora à Batna

# Mise en exploitation de la première tranche du périmètre irrigué

**Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a procédé à Batna à la mise en exploitation de la première tranche (1 698 ha) du périmètre irrigué de Chemora.**



**S**elon les explications fournies au ministre, la mise en exploitation concerne la première tranche du périmètre irrigué de Chemora (57 km au nord-est de Batna) qui englobe 7 287 ha et le reste de cette tranche sera opérationnel «avant la fin de l'année en cours», soulignant que l'exploitation d'un seul hectare de ce périmètre permet d'assurer trois postes d'emploi dont un permanent.

Le ministre des Ressources en eau a indiqué que la wilaya de Batna était «chanceuse» de bénéficier de cet important projet, d'autant plus, a-t-il soutenu, qu'il (projet) fait partie du grand système hydraulique du barrage Beni Haroun de la wilaya de Mila, qui constitue «un des plus importants projets du Plan national d'irrigation».

«L'impact positif du systè-

me hydraulique du barrage de Beni Haroun commence à être palpable», a considéré M. Necib, soutenant que «le résultat était visible dans les wilayas d'Oum El Bouaghi et Batna». Ce système hydraulique, a-t-il affirmé, «promet un bel avenir dans le développement des terres agricoles irriguées», ajoutant que «la concrétisation de la sécurité alimentaire exige la création de périmètres irrigués supplémentaires».

Le ministre a estimé que la wilaya de Batna était «qualifiée» dans le domaine de la création des périmètres irrigués, à commencer par celui de Chemora qui totalise 22 000 ha avec l'objectif de procéder, à l'avenir, à des extensions des périmètres irrigués de Aïn Touta et Ouled Fadhel.

Dans le même contexte, Hocine Necib a rappelé que le

mégaouvrage hydraulique de Beni Haroun fonctionnera à plein régime «à partir de l'année prochaine» et ce, dès parachèvement des travaux du grand tunnel de la région de Elma Lakhel, pour approvisionner en eau potable 6 millions d'habitants dans six wilayas dans l'Est du pays et permettre d'irriguer 40 000 ha de terres agricoles.

Dans la commune d'Oued Taga, le ministre des Ressources en eau a procédé au lancement des travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) de la région d'Oued Abdi au profit des habitants de six communes, avec près de 100 000 habitants. M. Necib a également mis en service le projet de renforcement en AEP des habitants de la commune Foug Toub, avant la présentation d'un exposé sur les projets de renforcement en AEP

de 29 communes de la wilaya et dont la réception est prévue «au premier trimestre de l'année 2018». In situ, le ministre s'est engagé à prendre en charge les priorités en matière de dotation d'eau potable pour certaines communes dans le cadre du Fonds national de l'eau. Dans la commune d'Arris, M. Necib a inspecté le projet de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées et a instruit à l'effet de renforcer en moyens humains et matériels le chantier qui accuse un retard, avant de visiter le chantier de réalisation du barrage Bouzina qui affiche un taux d'avancement des travaux de 30%.

Dans le chef-lieu de wilaya, le ministre s'est enquis de l'avancement des travaux de sécurisation de la ville de Batna en matière d'eau potable.

G. K.

France

## Le PIB atteint 0,5% au deuxième trimestre

**L**a croissance économique en France a atteint 0,5% au deuxième trimestre 2017, grâce à une bonne tenue de la demande intérieure et à un net rebond des exportations, selon une deuxième estimation publiée hier par l'Institut national des statistiques (Insee).

Ce chiffre, semblable à ceux des deux trimestres précédents, confirme une première évaluation publiée fin juillet par l'organisme public. Il conforte la prévision de croissance du gouvernement, qui prévoit cette année une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 1,6%.

Dans le détail, l'économie française a profité entre avril et juin d'une légère accélération des dépenses de consommation des ménages (+0,3% après +0,1% lors des trois mois précédents), portées par les achats de biens fabriqués (+0,4%) et de produits alimentaires (+0,6%).

«Cette dynamique a permis une nouvelle hausse de la demande intérieure, qui a contribué à la croissance du PIB pour +0,4 point, comme au trimestre précédent», précise l'Insee dans un communiqué.

La tendance du deuxième trimestre a été par ailleurs soutenue à hauteur de 0,6% par le commerce extérieur. Un chiffre en léger repli par rapport à la précédente estimation de l'Insee (+0,8%), mais qui traduit néanmoins une nette amélioration par rapport au premier trimestre, où le commerce extérieur avait pesé négativement (-0,6%).

Les exportations ont ainsi rebondi de 2,5% au printemps, après avoir reculé de 0,9% entre janvier et mars, grâce à de meilleures ventes de «matériels de transport» et de «produits industriels».

Dans le même temps, les importations

ont nettement ralenti (+0,4% après +1,1%). Petite ombre à ce tableau globalement positif: les investissements ont nettement déceléré, à +0,7% contre +1,3% entre janvier et mars, les entreprises ayant, notamment fortement réduit leurs dépenses (+0,7% après +2%).

Cette baisse était toutefois attendue, en raison de la disparition programmée en avril du dispositif de «sur amortissement» fiscal des investissements productifs, mise en place par François Hollande pour inciter les industriels à investir.

Au total, l'acquis de croissance - c'est-à-dire le niveau que le PIB atteindrait - si l'activité ne progressait pas d'ici la fin de l'année - atteignait fin juin 1,3%. Un chiffre qui conforte la prévision du gouvernement, qui table cette année sur 1,6% de croissance.

G. L.

Selon le *Financial Times*

### Trump rejette une proposition chinoise sur l'acier

Donald Trump a rejeté le mois dernier une proposition chinoise visant à réduire les surcapacités dans l'acier, en dépit des recommandations de certains de ses principaux conseillers, rapporte le *Financial Times*, citant des sources proches du dossier.

Pékin propose de réduire les surcapacités de 150 millions de tonnes d'ici à 2022, mais le chef de la Maison-Blanche a rejeté par deux fois cette proposition et demandé à ses conseillers de trouver le moyen d'imposer des droits de douane aux importations en provenance de Chine, écrit le quotidien économique et financier britannique.

L'accord avait notamment été approuvé par le secrétaire au commerce, Wilbur Ross une semaine avant des discussions économiques au plus haut niveau entre Washington et Pékin, précise l'article du FT, citant un responsable américain et une autre source proche du dossier.

Sollicitée par Reuters, la porte-parole de la Maison-Blanche, Natalie Strom, n'a pas souhaité commenter les «prétendues discussions internes» entre le président et ses ministres.

La semaine dernière, dans une lettre consultée par Reuters, des dirigeants de la sidérurgie américaine ont invité Donald Trump à imposer des restrictions immédiates sur les importations, affirmant que le secteur souffrait des conséquences de l'inaction de l'administration américaine.

Les importations totales d'acier entre janvier et juillet ont augmenté de 22% par rapport à la même période de l'an dernier, selon un rapport de l'American Iron and Steel Institute.

Reuters

Convivialité et proximité avec ses clients durant la saison estivale

### L'ambassadeur de Ooredoo, Rabah Madjer, rencontre ses fans à l'aéroport d'Alger

Toujours plus proche de ses clients, Ooredoo a organisé une séance de dédicaces et de photos avec son ambassadeur, Rabah Madjer, hier à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène.

La légende du football algérien était présente au niveau du hall de l'aéroport où il s'est prêté au jeu des dédicaces, des photos et des selfies avec ses fans et des admirateurs venus nombreux à sa rencontre. Aussi, lors de cette opération, des casquettes, des tee-shirts, des ballons et autres cadeaux aux couleurs de Ooredoo ont été offerts.

Cette opération s'inscrit dans la continuité de la stratégie de proximité de Ooredoo visant à accompagner les Algériens durant la saison estivale à travers plusieurs activités et initiatives.

En effet, depuis le début de l'été, Ooredoo offre aux voyageurs arrivants, à l'aéroport international d'Alger, notamment les touristes et les membres de la communauté algérienne installée à l'étranger, des cartes Sim Haya ! afin de leur permettre de rester connectés et de bénéficier des meilleurs forfaits Voix et Data de Ooredoo durant leurs vacances en Algérie.

Par ailleurs, Ooredoo a partagé tout au long de la période estivale, des moments de convivialité à travers de sa caravane Village Beach Club qui a sillonné les plages du littoral algérien en proposant des jeux, des activités sportives, des animations inédites ainsi que les différentes offres innovantes du monde Haya !

Durant le passage du Village Beach Club, à Marsa Ben M'hidi (wilaya de Tlemcen), les estivants ont pu rencontrer leur idole Rabah Madjer venu partager un moment de détente avec ses fans.

Ces opérations de proximité confirment la volonté de Ooredoo d'accompagner et d'enrichir le quotidien de ses clients en partageant des moments de convivialité et de loisirs uniques.

Communiqué

Chlef

# Rush sur les soldes d'été

Les soldes d'été et autres promotions affichées, ces derniers jours sur les devantures des magasins de vêtements de la wilaya de Chlef attirent un grand flux de citoyens alléchés par ce type de vente autorisée par les autorités locales, d'autant plus que la période a coïncidé avec les fêtes de l'Aïd El Adha et de la rentrée scolaire.



Une tournée de l'APS au centre-ville de Chlef a permis de constater de visu l'ampleur de cette opération, étendue à la quasi totalité des magasins de la ville, affichant des promotions alléchantes pour leurs marchandises, au grand bonheur des citoyens, qui y trouvent leur compte, à l'exemple d'Amar, un père de quatre enfants, qui a assuré à l'APS être un habitué des soldes, qui lui permettent de trouver un équilibre dans son budget, en assurant les dépenses nécessitées pour la rentrée scolaire de ses enfants.

Pour sa concitoyenne Fatima, la coïncidence des fêtes de l'Aïd avec la rentrée scolaire a contraint beaucoup de citoyens à se rabattre sur les soldes, au vu notamment de la détérioration de leur pouvoir d'achat, a-t-elle estimé.

D'où la grande effervescence régnant, ces jours-ci, dans les ruelles de la ville de Chlef, où chaque marchand tente à qui mieux-mieux d'attirer le maximum de clients, en se vantant de proposer les meilleures pro-

motions du marché.

Halim, un autre habitué des soldes, rencontré par l'APS, a tenu à souligner l'absence d'une culture de soldes digne de ce nom chez une majorité des commerçants, voire même des citoyens, considérés par lui, comme le dindon de la farce.

Des commerçants interrogés, par l'APS, ont, pour leur part, admis ne pas être très au fait de l'opération, au vue de son jeune âge, avouant que cette ignorance peut effectivement générer certaines pratiques frauduleuses, comme les publicités mensongères. Mais l'opération se déroule généralement dans le respect de la réglementation en vigueur, ont-ils fini par assurer.

Le président de l'association Salama pour la protection des consommateurs, Djilali Kasmi a estimé que les soldes sont une pratique bénéfique, tant pour le commerçant, que pour le citoyen, plaidant auprès des autorités locales l'intérêt d'autoriser ce type de vente à la veille de chaque fête, afin de préserver le pouvoir d'achat

des citoyens.

A noter que cette opération est régie par le décret exécutif n°06-215 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage.

Elle nécessite le dépôt d'un dossier auprès de la direction du commerce, qui délivrera sur cette base une autorisation permettant à l'agent économique concerné d'entamer les ventes en soldes durant la période fixée.

## Une quarantaine de brigades pour l'encadrement de l'opération

Selon le directeur du commerce de la wilaya, Nadjim Beladjna, ses services ont délivré, à ce jour, 11 autorisations pour la pratique des soldes, au moment où l'opération est encadrée, à l'échelle de la wilaya, par une quarantaine

de brigades de contrôle.

La période légale fixée pour les soldes s'étale du 16 juillet au 26 août courant, a-t-il ajouté, précisant néanmoins, que les délais de l'opération restent généralement ouverts, dans un objectif d'encouragement de la concurrence loyale et de permettre au citoyen de profiter des promotions dans un cadre réglementé.

«Nous visons, également, l'ancrage d'une culture des soldes, tant chez les citoyens, que chez les agents économiques», a-t-il ajouté.

S'agissant des pratiques frauduleuses pouvant entacher cette opération, le responsable a affirmé que toute pratique contrevenante aux règles régissant cette opération sont sanctionnées par des mesures répressives pouvant aller jusqu'à la fermeture du local commercial, sans sans souligner le constat, ces dernières années, d'une prise de conscience chez les opérateurs économiques pour l'importance du respect des règles régissant ce type de vente.

K. N.

## Constantine Plus de 1 700 commerçants réquisitionnés

■ Pas moins de 1 741 commerçants seront réquisitionnés pour assurer la permanence durant les deux jours de l'Aïd El Adha dans la wilaya de Constantine, a indiqué, dimanche à l'APS, le directeur du commerce, Zidane Boularak.

Ces commerçants sont répartis sur les 12 communes de la wilaya, afin «d'assurer aux citoyens un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation» a précisé le même responsable.

Ce programme de permanence touche plusieurs activités commerciales dont 869 alimentations générales, 595 commerces liés aux activités de services à l'instar des stations-service qui travailleront 24h/24 durant cette période, a-t-on encore noté.

Il a été également procédé à la désignation de 180 boulangeries et 87 pharmacies en plus d'autres unités de production à savoir six minoteries et quatre laiteries, ajoute le même responsable.

L'application de la permanence des commerçants pendant les fêtes légales nationales et religieuses a commencé en 2012 suite à l'amendement de la loi 04-08 fixant les conditions de l'exercice des activités commerciales par l'introduction d'une disposition obligeant les commerçants à assurer une permanence durant ces fêtes, a-t-on rappelé. 43 brigades de contrôle du secteur du commerce totalisant 85 agents seront sur le terrain pour s'assurer du respect de la permanence par les commerçants retenus, a fait savoir M. Boularak.

Le but, selon le même responsable, est d'éviter toute pratique spéculative pouvant générer des désagréments aux consommateurs, affirmant que les commerces réquisitionnés et n'ayant pas ouvert les jours de fête seront, donc, fermés sur décision du wali. Une fermeture qui peut aller jusqu'à un mois avec des amendes entre 30 000 et 200 000 DA.

K. Y.

## Solidarité scolaire à Adrar Distribution de trousseaux scolaires aux élèves nécessiteux

■ Une opération de distribution de 3 500 trousseaux scolaires a été lancée dans la wilaya d'Adrar au profit des élèves issus de familles défavorisées, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris lundi auprès de la direction de l'Action sociale (DAS).

Composés de cartables, de fournitures scolaires et autres tabliers, ces trousseaux sont distribués à travers les 28 communes que compte la wilaya d'Adrar, a précisé le directeur du secteur, Abdelali Aïssa. «Tous les moyens humains ont été mobilisés par la DAS en coordination avec les services communaux pour établir les listes des bénéficiaires concernés et assurer le déroulement de cette action dans de bonnes conditions», a-t-il assuré. Cette action de solidarité a été accueillie favorablement par les différents acteurs, notamment les associations de parents d'élèves, sachant que la nouvelle rentrée scolaire coïncide cette année avec la fête de l'Aïd El Adha, ce qui exige des dépenses supplémentaires pour les familles à faibles revenus. G. L.

En faveur des familles démunies

## Des projets Oudhiyet-El Aïd initiés à Médéa

Les actions de solidarité en faveur des familles démunies se sont multipliées à Médéa, à l'approche des fêtes de l'Aïd El Adha, où des opérations de collecte de dons pour l'achat de moutons au profit de ces derniers ont été lancées par des associations caritatives locales.

Parmi ces opérations, celle entreprise, à titre illustratif, par l'association Kafil El Yatim, qui a réussi, à la faveur de son projet Oudhiyet El Aïd de réunir des dons pour l'acquisition de pas moins de 32 moutons qui seront distribués à des familles nécessiteuses, issus de la commune de Médéa, a appris l'APS auprès du président de cette association, Zoubir Bachène.

L'opération en question est toujours en cours, selon ce responsable, qui

espère collecter d'autres dons en vue de faire bénéficier un nombre plus important de familles qui n'ont pas de moyens financiers pour accomplir ce sacrifice.

Une opération similaire est menée par la section El Rayan des scouts musulmans algériens (SMA) de la commune de Benchicao, à l'est de Médéa, qui vise à offrir, dans le cadre du projet Oudhiyet El Aïd, un mouton pour les 45 familles défavorisées recensées au niveau de la commune, a indiqué le président de cette section, Abdeslam Tarserat. Selon ce dernier, des dons suffisants à l'acquisition, pour l'instant, d'une dizaine de moutons ont été déjà collectés et l'opération va se poursuivre jusqu'à jeudi, la veille des fêtes de l'Aïd, dans l'espoir de collecter les fonds nécessaires à l'achat d'autres moutons.

Les bienfaiteurs peuvent faire don en espèces ou acquérir, eux-mêmes, le mouton destiné au sacrifice qui, une fois confié à l'association, cette dernière se chargera de le remettre directement à l'une des familles démunies ciblées par cette opération, a-t-il expliqué.

L'on apprend, dans le même contexte, que de nombreuses petites associations s'activent à travers plusieurs communes rurales de la wilaya de Médéa, en vue de permettre à certaines familles pauvres de fêter dans la joie l'événement.

Des appels aux dons ont été lancés depuis quelques jours en direction des bienfaiteurs afin de contribuer à la concrétisation du projet Oudhiyet El Aïd, initié en faveur des couches les plus défavorisées de la société. G. D.

Village Ait Mislaiene (Tizi Ouzou)

# Un monument à la mémoire de 116 martyrs inauguré

Les 116 martyrs du village d'Aït Mislaiene, dans la commune d'Akbil, ont eu, un monument digne de ce nom érigé à leur mémoire. Une grande foule étaient au rendez vous, pour inaugurer cette stèle qui porta les noms des enfants du village qui se sont sacrifiés pour l'Algérie.



moudjahiddine de la wilaya de Tizi Ouzou et celui de Aïn Témouchent, du comité de village, du président de l'APC d'Akbil, ainsi que de l'association du village, et une foule nombreuse de citoyens et citoyennes de la région d'Akbil, étaient tous rassemblés pour cette journée mémorable durant laquelle les 116 martyrs sont gratifiés. Réalisée grâce à un apport de la wilaya ainsi que des dons de la population, la cérémonie de réinhumation des ossements de nos valeureux chouhada s'est déroulée sur deux jours.

Les habitants du village qui ont accueilli avec beaucoup de joie cet événement grandiose, n'oublieront pas de si tôt cet événement. Cette louable initiative vise la sauvegarde de l'histoire de ce patelin qui a tant donné durant la guerre de Libération nationale et préserver les noms de ceux qui ont consacré leur vie pour leur patrie. Les futures générations ont ainsi eu le droit de connaître leurs ancêtres qui ont lutté pour libérer la patrie du joug colonial. Une gerbe de fleurs a été déposée au niveau de ce monument, suivie de prises de parole des invités et des autorités locales. Dans son allocution de bienvenue, le wali de Tizi Ouzou a, d'emblée exprimé sa joie de voir la popula-

tion qui était nombreuse à la commémoration et a tenu à rendre hommage aux glorieux martyrs de la Révolution qui sont morts pour l'Algérie.

Le président de l'APC de la commune d'Akbil, Hakim Bessadi, qui n'a ménagé aucun effort pour répondre présent et offrir aide et assistance pour la concrétisation de ce monument, a tenu, lui aussi, à saluer les habitants du village pour cette bonne initiative. «Nous répondons à un appel du cœur et avant tout par devoir de mémoire envers nos valeureux martyrs qui ont consenti le sacrifice suprême pour que nous vivions aujourd'hui libres dans le pays de nos ancêtres».

Nordine Aït Hamouda, président de la Fondation Colonel Amirouche qui a également honoré l'invitation du village a dit : «Le devoir de mémoire nous interpelle pour ceux qui ne sont plus parmi nous. C'est avec le passé qu'on écrit l'avenir».

La cérémonie a été clôturée par une «waâda» au village. Pour rappel, l'ancien monument érigé en l'honneur des martyrs, se trouvant au village, était dans un état lamentable, ce qui a nécessité son transfert à un autre monument digne des martyrs de la Révolution.

Karima Nacer

## Depuis juin dernier Batna 100 hectares de couvert végétal ravagés par le feu

■ Une superficie de 100 hectares de forêts a été dévastée par les incendies dans la wilaya de Batna depuis le début du mois de juin, a-t-on appris dimanche auprès des services de la Conservation des forêts. Le chef du bureau de la protection des forêts, Abderrahmane Rezouki, a précisé à l'APS que «la superficie, proie au flammes, est constituée de 36,54 hectares de pins d'Alep et de 37 hectares de chênes verts, alors que le reste étant constitués de broussaille, Alfa et herbes sèches». L'incendie, le plus ravageur, a été enregistré dans la forêt de Beni Melloul dans la commune de Kimmel, où 60 hectares ont été décimés, a ajouté la même source. M. Rezouki a, par ailleurs, affirmé que «la rapidité d'intervention» des différents intervenants pour éteindre 29 foyers d'incendies à travers la wilaya a permis de réduire considérablement les dégâts», ajoutant que les températures élevées accompagnées de vents violents enregistrés durant cette période ont grandement compliqué la tâche des sapeurs pompiers. Etant donné que les surfaces ravagées sont principalement constituées de broussailles et d'Alfa, le patrimoine forestier de la wilaya de Batna a subi, comparativement à d'autres régions du pays, «peu de dégâts», a-t-il ajouté. Selon les statistiques de la Conservation des forêts, la superficie détruite par les feux de forêts, cet été dans la wilaya de Batna a connu une importante hausse par rapport aux années précédentes, où 30 hectares ont été ravagés en 2016 contre 11 ha en 2015.

T. K.

## Feu de forêt à Guelma Dix hectares de maquis et broussailles décimés en deux jours

■ Dix (10) hectares de maquis et broussailles ont été décimés durant les dernières 48 heures dans deux incendies distincts qui se sont déclarés dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris dimanche auprès de la protection civile. Sept (7) hectares de maquis ont été entièrement endommagés lors d'un incendie survenu samedi vers 13H11mn sur les monts de Houara, dans la zone d'Ain El Ouahch relevant de la commune de Beni Mezline, a-t-on précisé à la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué. L'opération d'extinction de ce feu, qui a duré plus de 5 heures, a vu la participation d'éléments des unités principale et secondaire de la protection civile de la commune de Boucheougout et permis de sauver la mechta, connue sous le nom Zezoua, et plusieurs zones forestières limitrophes, a-t-on relevé de même source. La montagne Boulekbache, dans la commune de Nechmaya, a été également, vendredi dernier vers 16H00, la proie des flammes qui ont détruit trois (3) hectares de broussailles, a-t-on ajouté à la protection civile de la wilaya. Le feu a été maîtrisé au bout de 4 heures d'efforts, a-t-on noté, soulignant que l'intervention rapide des pompiers a permis de protéger un hangar d'élevage de volailles, 200 amandiers et une zone forestière limitrophe. K. F.

R. T.

Is étaient tous là, ce jour inoubliable, pour inaugurer cette stèle. Des proches des martyrs, des représentants des autorités militaires et civiles de la wilaya, des élus de l'APW et ceux, bien évidemment, de la commune, du wali de Tizi Ouzou, des représentants des

Tindouf

## Achèvement de l'étude de protection de la ville contre les inondations

L'étude relative à la protection de la ville de Tindouf des risques des inondations a été achevée dernièrement, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Cette étude technique, propose la réalisation d'une digue principale de 5 mètres d'hauteur et de 367 mètres de large, ainsi que six (6) autres digues d'une hauteur oscillant entre 3 à 5 mètres, a-t-on précisé.

Dans le même sillage, un programme visant à éradiquer les «points noirs» engendrés suite aux intempéries est en cours d'exécution financé par la direction de l'urbanisme et de la construction (DUC), suite à une étude réalisée par la direction des ressources en eau (DRE), à la lumière des recommandations d'une commission élargie de la wilaya, ce qui a permis d'iden-

tifier 21 «points noirs» à travers les différents quartiers et artères de la ville de Tindouf, a-t-on fait savoir. L'opération touche trois secteurs, en tannant compte des oueds et cours d'eau qui traversent la ville, à savoir le premier secteur concerne les quartiers de Tindouf Lotfi, El-Mustakbel, El-Badr et El-Hikma, le second secteur, englobant les quartiers de Moussani, Ramdanine, El-Gasabi, alors que le troisième secteur cible les quartiers d'Ennasr et Salaga, a-t-on détaillé.

Confiés au service de l'Office national de l'assainissement (ONA), les travaux de cette opération qui devra éliminer la moitié de «points noirs» avant la fin 2017, sont réalisés à 25 %, signale-t-on.

Des moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés par les ser-

vices de la DRE, l'ONA et algérienne des eaux (ADE), pour concrétiser cette opération, tout en assurant un contrôle technique périodique pour l'ensemble des ouvrages et réseaux d'assainissement, et l'installation des équipes de rotation permanente, durant les périodes pluviales, selon la même source. Une série de mesures préventives ont été prises également, en parallèle, pour la protection de la ville de Tindouf des risques d'inondations, notamment à travers la consolidation de la base des données qui englobe les statistiques sur les intempéries et les zones exposées aux risques d'inondations dans la wilaya, et qui permettra la mise en place d'une cartographie globale pour la gestion opérationnelle des catastrophes, a-t-on signalé.



# CONFLITS ►►

Au front de Tal Afar (Irak)

## Des pains de glace pour faire retomber la fièvre des combats

**A bord de blindés qui se déplacent dans un nuage de fumée et rendent plus insupportable encore la chaleur, les combattants irakiens attendent impatiemment l'arrivée d'un camion un peu particulier qui les suit depuis plusieurs mois pour leur livrer de précieux pains de glace.**



**A** Tall Abtah, localité en plein désert au sud de Tal Afar, où les combats continuent de faire rage pour ravir aux jihadistes de l'organisation Etat islamique l'un de leurs derniers bastions en Irak, l'impressionnant ronflement de générateurs tournant à plein régime attire l'oreille.

Entre des maisons, un petit groupe d'hommes vêtus de T-shirts noirs ou aux couleurs du camouflage militaire s'active autour d'un camion.

A l'arrière du véhicule, tuyau d'arrosage en main, l'un d'eux remplit huit énormes moules rectangulaires qui sont ensuite plongées mécaniquement dans une énorme cuve.

Une fois réfrigérés, il en sort de longs pains de glace qui, chargés dans des camions frigorifiques, feront ensuite le bonheur des combattants, au front sous des températures estivales qui avoisinent les 50 degrés. Hamid Sallal a monté sa petite fabrique mobile pour apporter de quoi se rafraîchir aux

hommes de la brigade Ali al-Akbar au sein du Hachd, les unités paramilitaires irakiennes dites de mobilisation populaire.

Le Hachd bénéficie depuis sa formation en 2014 - à l'appel de la plus haute autorité chiite du pays le grand ayatollah Ali al-Sistani pour contrer la percée fulgurante des jihadistes - d'un fort soutien populaire.

Sur tous les fronts où il a combattu, des centaines de véhicules se pressent chaque jour pour leur amener équipement et nourriture,

préparée en majorité dans les familles du sud du pays, où se trouvent les villes saintes chiites, et acheminées jusqu'à ses combattants par des supporteurs enthousiastes.

### De l'eau pour avancer

«On a monté cette fabrique tous seuls, avec nos propres moyens», affirme à l'AFP, Hamid Sallal, vêtu d'un impeccable uniforme militaire en treillis beige. Au début, avec ses acolytes, il a commencé par amener de l'eau potable aux combattants engagés dans une longue et meurtrière guérilla à Mossoul, la deuxième ville d'Irak, à 70 km à l'est de Tal Afar, reprise début juillet à l'EI.

Puis l'été et ses chaleurs accablantes sont arrivés et les citernes d'eau se sont mises à bouillir. Le projet a donc dû évoluer. «On avait vraiment besoin de glace, mais elle coûte extrêmement cher», explique cet Irakien aux cheveux et à la moustache noirs de jais. De nouveaux membres ont rejoint son équipe et aujourd'hui, ils fournissent chaque jour 288 pains de glace, de quoi couvrir les besoins en eau fraîche de tous les combattants de sa brigade. Chaque jour, ce sont 13.000 litres d'eau, amenés quotidiennement par citerne ou en palettes de bouteilles char-

gés sur des camions, qui sont transformés en glace.

Parmi eux, Ziad Abdel Wahid, fonctionnaire qui a pris congé de son travail dans un ministère, et a un temps combattu au sein du Hachd. Mais après une blessure qui l'empêche désormais de monter au front, cet Irakien de 33 ans a décidé de poursuivre le combat autrement.

«En m'occupant de logistique, je peux rester près du front», se félicite celui qui deux fois par jour, à l'aube et au coucher du soleil charge des pick-up en direction du Nord, vers al-Ayadih, la dernière localité où les combats se poursuivent encore.

Pressé, il retourne rapidement à ses activités. Les combattants n'attendent pas. «Ils ont besoin d'eau et de glace, s'ils veulent avancer et combattre», lance son camarade, Aref Ahmed, casquette en camouflage vissée sur la tête.

AFP

Afghanistan

## Un kamikaze tue quatre personnes près de l'ambassade américaine

**U**n kamikaze s'est fait exploser hier dans une rue commerçante près de l'ambassade ultra-sécurisée des Etats-Unis dans le centre de Kaboul, faisant quatre morts et plusieurs blessés, ont annoncé les autorités afghanes.

C'est la dernière en date d'une série d'attaques meurtrières dans la capitale afghane. Il y a trois mois, un attentat dévastateur au camion piégé avait frappé le quartier diplomatique de Kaboul, faisant environ 150 morts et 400 blessés, pour la plupart des civils.

«Vers 10h00 (5h30 GMT), un kamikaze a déclenché ses explosifs près d'une banque proche du square Massoud. Plus de détails plus tard», a déclaré à l'AFP, Najib Danish, un porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur.

Il a ajouté sur Twitter que quatre personnes avaient été tuées dans l'attentat.

La déflagration s'est produite alors que de

nombreuses personnes étaient censés venir chercher leur salaire à la banque avant la grande fête musulmane de l'Aïd Al Adha. Les salaires des forces de sécurité et des employés du gouvernement transitent en général par la Kaboul Bank. Waheed Majroh, porte-parole du ministère de la Santé, avait déclaré auparavant à l'AFP, qu'un mort et huit blessés avaient été transportés dans les hôpitaux de la capitale.

La rue concernée est une artère commerçante très fréquentée qui mène jusqu'au square Massoud près de l'ambassade des Etats-Unis, dans le quartier diplomatique de Kaboul.

L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat. Mais il survient alors que les talibans ont mené ces derniers temps une série d'attaques à la faveur de la saison estivale qui voit habituellement un regain de violences.

Il survient quelques jours après que le président américain Donald Trump a ouvert la voie

au déploiement de milliers de soldats américains supplémentaires en Afghanistan.

Les talibans, qui réclament un retrait total des troupes internationales et ont régné sur le pays de 1996 à 2001, ont réagi en promettant de faire de l'Afghanistan un «nouveau cimetière» pour les Américains.

La population afghane paie un très lourd tribut au conflit qui a débuté avec l'invasion américaine il y a 16 ans pour chasser du pouvoir les talibans. Pour les experts, la stratégie de Donald Trump pourrait renforcer la détermination des insurgés et se traduire par des pertes civiles plus lourdes encore.

Depuis la fin de la mission de combat de l'Otan dans le pays, l'armée et la police afghanes sont à la peine pour faire face aux insurgés, en même temps qu'elles affrontent la menace croissante du groupe Etat islamique.

AFP

Liban

## L'armée se déploie dans les monts Qalamoun

**L'**armée libanaise s'est déployée mardi dans la région des monts Qalamoun, à la frontière avec la Syrie, évacuée la veille par les jihadistes de l'Etat islamique, montrent des images de la chaîne Al Manar, qui appartient à la milice chiite libanaise du Hezbollah.

Les djihadistes, accompagnés de leurs familles, sont arrivés

dans le même temps en convoi dans les territoires de l'est de la Syrie encore contrôlés par l'EI, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

Cet accord, conclu dimanche, a mis fin à une semaine d'offensive menée par l'armée libanaise à l'ouest et par l'armée syrienne et ses alliés du Hezbollah à l'est en vue de reprendre la dernière

enclave aux mains de l'EI le long de la frontière entre les deux pays.

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a déclaré lundi que quelque 300 combattants et autant de civils avaient été transportés par convoi vers la province orientale de Daïr az Zour.

Les militaires libanais ont hissé le drapeau national à la frontière syrienne. La zone du Qalamoun

occidental est truffée de mines qu'il pourrait être difficile de retirer en l'absence d'une carte précisant leur localisation, a indiqué une source proche des services de sécurité. Les opérations de déminage vont débuter immédiatement, dans le but de permettre aux habitants de regagner au plus vite leurs foyers, a ajouté cette source.

Reuters

### Accord sur le nucléaire L'Iran n'autorisera pas l'inspection de ses bases militaires

L'Iran n'autorisera pas les inspecteurs chargés de s'assurer du respect de l'accord sur le nucléaire de 2015 à visiter ses bases militaires, comme l'ambassadrice américaine aux Nations unies en a fait la demande, a déclaré hier un responsable iranien.

Nikki Haley a demandé la semaine dernière à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'inspecter les bases iraniennes pour s'assurer que Téhéran n'y dissimule pas des activités interdites.

«Les sites militaires iraniens ne sont pas inclus (dans l'accord sur le nucléaire). Toutes les informations sur ces sites sont classées secrètes», a réagi mardi le porte-parole du gouvernement iranien, Mohamed Baqer Nobakht, pendant sa conférence de presse hebdomadaire retransmise à la télévision d'Etat.

«L'Iran n'autorisera jamais de telles inspections. Ne faites pas attention à de telles déclarations qui tiennent du rêve», a-t-il ajouté au sujet des propos de Nikki Haley.

Donald Trump a promis à plusieurs reprises pendant la campagne présidentielle de remettre en cause l'accord sur le nucléaire iranien. En avril, il a ordonné une réévaluation de l'accord pour déterminer s'il sert les intérêts des Etats-Unis.

Le responsable du programme nucléaire iranien, Ali Akbar Salehi, a prévenu qu'il ne faudrait que cinq jours à Téhéran pour reprendre la production d'uranium enrichi si l'accord conclu avec les grandes puissances est dénoncé par Washington.

Reuters



Elections au Kenya

# Le recours de l'opposition examiné par la Cour suprême

La Cour suprême du Kenya a commencé lundi le recours pour irrégularités déposé par l'opposant Raila Odinga qui conteste la réélection du dirigeant sortant Uhuru Kenyatta à la présidentielle du 8 août.



L'opposition, qui estime que l'élection a été entachée de nombreuses fraudes, avait saisi la Cour suprême le 18 août. L'instance, composée de sept juges, dispose de 14 jours à compter de cette date, soit jusqu'au vendredi 1er septembre, pour rendre son avis, qui est définitif.

Après une semaine consacrée au dépôt par écrit des arguments de la coalition d'opposition Nasa, et des contre-arguments de la Commission électorale (IEBC) et de M. Kenyatta, la Cour suprême devait examiner le recours sur le fond.

La matinée a commencé avec l'autorisation accordée à l'opposition par la Cour d'accéder à tous les serveurs du systè-

me électronique de l'IEBC, ses pare-feux, les données GPS des kits de collecte et transmission des résultats ainsi que les copies originales des procès-verbaux du scrutin.

Un important déploiement policier entourait la Cour située dans le centre-ville de Nairobi, toutes les rues attenantes étant bloquées par des camions de la police. Une centaine de personnes étaient rassemblées à l'intérieur, dont les principales figures de Nasa, Raila Odinga, Kalonzo Musyoka, Musalia Mudavadi et Moses Wetangula.

Soit la cour valide l'élection et M. Kenyatta, 55 ans, sera investi une semaine plus tard pour un second mandat de cinq ans. Soit elle annule le

scrutin, et l'IEBC disposera de 60 jours pour organiser une nouvelle élection présidentielle.

Nasa conteste la réélection de M. Kenyatta, déclaré vainqueur le 11 août avec 54,27% des voix contre 44,74% à M. Odinga, qui se représentait pour la quatrième fois après avoir déjà échoué en 1997, 2007 et 2013.

L'annonce de la victoire de M. Kenyatta avait déclenché deux jours de manifestations et d'émeutes implacablement réprimées par la police dans des bidonvilles de Nairobi et dans l'ouest du pays, des bastions de l'opposition. Au moins 17 personnes sont mortes et 177 ont été blessées.

Les observateurs craignent

que de nouvelles violences n'éclatent si la Cour suprême donne tort à M. Odinga, 72 ans, comme elle l'avait fait en 2013, lorsque celui-ci avait déjà contesté la victoire de M. Kenyatta.

Pour l'opposition, le scrutin présidentiel a été "si mal conduit et entaché de tellement d'irrégularités qu'il importe peu de savoir qui a gagné ou qui a été déclaré vainqueur".

Elle considère que les résultats transmis via le système électronique de l'IEBC diffèrent de ceux provenant des procès-verbaux issus des bureaux de vote et des circonscriptions, les seuls à faire foi.

AFP

## HRW dénonce la "brutale répression" policière

L'élection présidentielle du 8 août au Kenya a été marquée par de "graves violations des droits de l'homme", a dénoncé lundi l'ONG Human Rights Watch (HRW), qui accuse la police d'avoir recouru à un "usage excessif de la force" contre des partisans de l'opposition.

Le président sortant Uhuru Kenyatta a été réélu le 11 août avec 54,27% des voix contre 44,74% à son principal opposant Raila Odinga, mais celui a saisi la justice pour contester des résultats qu'il estime entachés de fraudes massives.

La Cour suprême a commencé lundi à examiner le recours déposé par l'opposition. Elle a jusqu'à vendredi pour rendre un jugement qui soit confirmera définitivement la victoire de M. Kenyatta, soit annulera le scrutin, lequel devrait à nouveau être organisé dans un délai de 60 jours.

L'élection "a été marquée par de graves violations des droits de l'homme, dont des meurtres illégaux et passages à tabac par la police lors de manifestations

et d'opérations de fouille des maisons dans l'ouest du Kenya", a accusé HRW.

"La brutale répression sur les manifestants et les habitants des comtés de l'ouest, dans le cadre d'un schéma de violence et de répression dans les bastions de l'opposition, a fragilisé les élections nationales", a estimé Otsieno Namwaya, chercheur en charge de l'Afrique à HRW.

Après l'annonce de la victoire de M. Kenyatta, les partisans de l'opposition à Nairobi et dans des comtés de l'ouest, Kisumu, Siaya, Migori et Homabay, avaient manifesté au cri de "Uhuru doit partir".

En plusieurs endroits, la police a répondu en faisant un "usage excessif de la force", estime HRW. Dans l'ouest du Kenya, au moins 12 personnes ont été tuées, dont 10 pour la seule ville de Kisumu, et plus de 100 blessées, affirme l'organisation de défense des droits de l'homme. Au moins 21 personnes, dont un bébé et une fillette de neuf ans, ont été

tuées les 11 et 12 août, pour l'essentiel par la police, selon un nouveau bilan de l'AFP établi à partir de sources policières, hospitalières et du rapport d'HRW. Un précédent bilan de l'AFP faisait état de 17 victimes.

L'organisation dit craindre un bilan encore plus élevé. Dimanche, le nouveau gouverneur du comté de Kisumu, Anyang Nyong'o, a annoncé que les corps de quatre personnes tuées par balles - qui pourraient avoir été des manifestants - avaient été retrouvés sur les rives du lac Victoria. M. Nyong'o a directement mis en cause la police dans ces meurtres.

HRW dit n'avoir trouvé "aucune preuve que les manifestants étaient armés ou ont agi d'une manière qui pourrait justifier l'usage d'une telle force". L'organisation appelle les autorités kényanes à "ouvrir en urgence une enquête" et à s'assurer que les policiers responsables "rendent des comptes".

AFP

Nigeria

## La justice saisit 21 millions de dollars à l'ex ministre du pétrole

■ Une cour de justice nigériane a ordonné lundi la saisie bancaire de 7,6 milliards de nairas (21 millions de dollars) appartenant à l'ex-ministre du Pétrole Diezani Alison-Madueke, accusée de corruption, après la confiscation de nombre de ses biens ces dernières semaines. Le juge de la Cour fédérale de Lagos, Abdulazeez Anka, a rendu sa décision suite à l'investigation menée par la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) contre cette ancienne figure de l'ancien gouvernement de Goodluck Jonathan.

Selon l'accusation, des comptes ont été ouverts dans des banques locales par des représentants de la compagnie pétrolière nationale (NNPC) alors qu'elle était ministre des hydrocarbures entre 2010 et 2015.

Cette saisie fait suite à la confiscation de nombre de ses avoirs, notamment des propriétés à Lagos et à travers le pays pour une valeur de 44,5 millions de dollars (37,5 millions pour un immeuble du riche quartier de Banana Island à Lagos, et plusieurs biens moins importants d'une valeur totale de 7 millions de dollars la semaine dernière).

Mme Alison-Madueke était l'une des figures les plus importantes de la précédente administration, et la première femme à la tête de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de Pétrole) entre 2014 et 2015.

Elle est actuellement en liberté sous caution à Londres après avoir été arrêtée dans le cadre d'une autre enquête, britannique, sur un vaste scandale de corruption internationale et de blanchiment d'argent.

Son nom a également été cité dans une plainte pour corruption visant deux hommes d'affaires nigériens aux États-Unis et dans une enquête en Italie concernant un contrat pétrolier de 1,3 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros) avec les majors ENI et Shell.

Le président Muhammadu Buhari a été élu en 2015 sur la promesse de lutter contre la corruption endémique et l'impunité qui minent le Nigeria, principal exportateur d'or noir avec l'Angola sur le continent africain.

De nombreuses biens ont été depuis saisies et des comptes en banque gelés, notamment visant des personnalités proches de l'ancien président Jonathan depuis passées dans l'opposition, mais aucun des accusés n'a pour l'instant été poursuivi en justice.

AFP

Egypte

## 14 morts après la chute d'un bus depuis un pont

■ Quatorze personnes ont trouvé la mort en Egypte lorsque leur bus a chuté d'un pont après une collision avec une camionnette, a annoncé mardi le ministère de la Santé.

"L'accident, survenu dans la province de Beni Souief au sud du Caire", a également fait 42 blessés, a précisé le ministère dans un communiqué.

Les accidents de la circulation sont courants en Egypte, où de nombreuses routes sont mal entretenues et où les entorses au code de la route sont courantes.

T. F.

Harvey et Katrina

# Deux monstres très différents

**Les adjectifs ne semblent pas suffire à décrire la puissance destructrice de Harvey : 35 000 milliards de litres d'eau tombés du ciel et de nouvelles couleurs sur les cartes météo pour arriver à visualiser le monstre.**

**M**ais si les dégâts matériels vont se chiffrer en dizaines de milliards de dollars, le nombre de morts est lui relativement bas: trois morts confirmés liés à Harvey et six autres «probablement» liés à la tempête.

Par comparaison, il y a douze ans Katrina a fait plus de 1.800 morts et a changé La Nouvelle-Orléans pour toujours.

## Eau de mer contre eau de pluie

Le plus grand danger de Katrina a été la montée brutale du niveau de la mer provoquée par les vents violents. Dans le cas de La Nouvelle-Orléans, même avant la montée du niveau de la mer, les digues avaient déjà été battues en brèche. Une combinaison fatale pour une ville construite dans une cuvette dont une partie est sous le niveau de la mer. Il a fallu du temps pour que l'eau puisse être pompée hors de la ville.

La rupture des digues le long du Mississippi et ailleurs a été soudaine et fatale, rappelle Brian McNoldy, un chercheur de l'Université de Miami. En quelques heures, la ville était sous l'eau.

Pour donner une idée de la puissance destructrice du phénomène, le professeur explique que si un mur liquide de 8 mètres de haut comme celui créé par Katrina touchait un immeuble de 24 étages même bien construit avec du béton et de l'acier, «l'ossature tiendrait probablement mais ce ne serait plus qu'une coquille vide».

A Houston, depuis vendredi dans la nuit, l'eau est tombée du ciel et tombée encore. Ce sont jusqu'à 150 centimètres de pluie qui se sont abattus par endroit. Du jamais vu aux Etats-Unis.

Mais la ville est plate et donc les inondations sont moins soudaines - «les gens ont eu le temps de grimper sur leur toit», note M. McNoldy - et l'eau pourra aussi s'écouler plus facilement une fois le déluge passé. En attendant, la quatrième ville des Etats-Unis et plus grande ville du Texas ressemble à un lac.



## La vie avant Twitter

Imaginez une catastrophe naturelle de la magnitude de Katrina et d'être privé de son smartphone et des réseaux sociaux.

Pourtant c'est ce qui est arrivé à La Nouvelle-Orléans. Twitter et l'iPhone n'existaient pas encore et Facebook avait un an. La majeure partie de la ville était noire et pauvre et même ceux qui avaient des téléphones portables ne pouvaient pas s'en servir faute de réseau et d'électricité.

Harvey arrive dans une autre ère technologique. L'électricité n'a pas été coupée partout, les alertes aux tornades ou aux crues subites par texto sont devenues la bande son de la tempête. Et une fois qu'ils étaient en difficulté, les gens pouvaient appeler les services de secours.

«Maintenant que nous sommes dans l'ère

du téléphone portable, nous sommes en mesure d'être alertés par des gens pris au piège. C'est important», souligne Ed Emmett, le responsable du comté de Harris, dont dépend Houston.

Le nombre de mort est bas à Houston et il ne devrait pas bondir, selon John Mutter, un géophysicien de l'université de Columbia qui a mené une campagne pour compter les morts de Katrina. «Un merveilleusement petit nombre pour une tempête si gigantesque» se félicite le chercheur.

«A ce moment là, à La Nouvelle-Orléans on ne savait pas que c'était 2.000 (morts Ndlr) mais il y avait des cadavres qui flottaient partout», se souvient-il.

## Pauvre et sans droits

M. Mutter a compris que les habitants les plus pauvres de La Nouvelle-Orléans vivaient

non seulement dans les quartiers les plus exposés en cas d'inondation mais qu'ils sont aussi morts de s'être trop méfiés des autorités locales.

Leur attitude était de dire: «Ils n'ont jamais rien fait pour nous, pourquoi je devrais les croire quand ils me disent de quitter la ville ? Et si je n'ai pas de voiture, je fais quoi ?»

A Houston il est quasiment impossible de se passer d'un véhicule, qui peut permettre de partir plus vite plus loin, même si la ville n'a pas donné d'ordre d'évacuation pour éviter le chaos sur les routes et que les gens ne s'y noient.

«Pratiquement tout le monde savait, ne serait ce qu'un peu, comment se préparer ou comment sortir de la ville», souligne M. Mutter.

AFP

En bateau sur une route texane

## Le sauvetage est une affaire de famille

■ Ce devait être la rentrée des classes. Au lieu de cela, les filles Magee accompagnent leurs parents sur un bateau pour secourir le long d'une autoroute du Texas proches et voisins menacés par les inondations de la tempête Harvey.

«C'est pas différent pour nous que d'aller sur la rivière», plaisante Alissa Magee, 34 ans, tandis qu'elle transporte avec son mari Mike, 37 ans, Carol Brown et ses quatre enfants vers un lieu plus élevé de Hamshire, petit village à l'est du Texas.

«Je n'ai jamais rien vu de tel», confie Mike, qui fait le va-et-vient sur l'important axe routier Interstate 10 à bord de son embarcation, sous le ciel orageux et la pluie diluvienne de Harvey, plus puissant ouragan à avoir frappé les Etats-Unis depuis 2005 et le Texas depuis 1961.

Cette petite communauté de fermiers d'ordinaire très unie, située à une heure de route de Houston, s'est mobilisée lundi pour aider ses habitants fuyant face à la montée des eaux. Presque l'équivalent d'un an de pluie

est tombé en quelques heures, dévastant des rizières, submergeant des voitures et forçant certains à patauger pour se mettre en sécurité. Quelques bénévoles prêtent main forte aux secouristes sollicités à l'extrême.

Les Magee ont vu un vieil homme marchant avec l'eau jusqu'à la taille, des véhicules sur leur toit et des poubelles flottant telles des bouchons sur les flots. Les boîtes aux lettres, encore plantées dans le sol, délimitent les bas-côtés de la route submergée.

«Leur maison se noie», lance Macee, quatre ans, l'une des filles de Carol, en voyant la maison de sa grand-mère.

Tous les propriétaires de bateau ou de canoë n'ayant pas encore quitté les lieux sont sur le départ. «Nous étions supposés être partis il y a trois heures», explique Alissa, mais ils ont croisé des personnes ayant besoin d'aide.

Lorsque Mike passe par-dessus bord pour guider son bateau dans l'eau moins profonde, il préfère rire des blagues sur les serpents et les alligators soi-disant à l'affût sous la surfa-

ce.

## Gilets de sauvetage aux poulets

«C'était tout simplement dingue», raconte Gabriel Fulenchek, fils de 12 ans de Carol, au sujet de la rapidité à laquelle l'eau a monté dans la nuit. «Qu'est-il arrivé à ma maison ?», ajoute-t-il.

Son grand-père par alliance, James Sargent, 71 ans, est encore sur son porche, claquants aux chevilles tandis que des poulets courent autour de lui. «Tout est quasiment détruit», constate-t-il. «Mettez des gilets de sauvetage aux poulets, on les emmènera aussi!», lui lance Alissa.

M. Sargent et sa femme Lorena sont arrivés de l'Oklahoma il y a onze ans et devaient finir de rembourser leur prêt immobilier dans quatre ans. «Nous allons tout perdre», dit-il. «Dans moins de deux centimètres, ça va venir dans la maison et ils disent que ça va continuer à monter».

Autour de sa maison, l'eau atteint «presque 1,5 mètre de profondeur».

Jusqu'à l'an dernier, le couple était couvert pour le risque d'inondation mais, selon lui, leur assureur a supprimé cette garantie. «Je ne peux rien y faire. Le principal, c'est que nous allons bien, notre famille va bien», relève-t-il.

Ron Nichols, l'un des coordinateurs des secours médicaux non loin de là, utilise tous les modes de transports disponibles, des bateaux aux tracteurs à remorque plate, pour aider les gens. «Nous sommes en quelque sorte comme sur une île parce que les ressources ne peuvent pas nous parvenir», dit-il. Entre samedi après-midi et lundi matin, ses équipes ont répondu à 31 appels d'urgence et récupéré 101 personnes chez elles. Habituellement, ils gèrent 77 appels en un mois. Le temps que les Magee confient Carol et ses enfants aux bons soins d'une amie, la pluie a trempé tout le monde jusqu'aux os. Après avoir installé leur propre progéniture à l'abri dans leur voiture, Alissa et Mike repartent sur leur bateau: il faut aller chercher les Sargent. AFP



# Le parcours de Luisa Ortega, procureure générale au Venezuela contrainte à l'exil

**Le 5 août, le couperet tombe : Luisa Ortega est écartée de ses fonctions de procureure générale au Venezuela, après des semaines passées à dénoncer la radicalisation du président socialiste Nicolas Maduro.**

**S**on éviction a été décidée par la toute nouvelle et toute puissante Assemblée constituante, voulue par le président Maduro mais décriée par une grande partie de la communauté internationale.

- La perte des illusions -  
Chaviste (du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013) de la première heure, Luisa Ortega, 59 ans, perd toutes ses illusions quand une violente crise politique commence à enflammer le pays début avril.

Cette avocate de formation, connue pour sa force de caractère, critique tour-à-tour la violence des forces de l'ordre dans les manifestations, le jugement de civils devant des tribunaux militaires ou encore la légitimité de la Constituante, élue dans le sang fin juillet. «C'est une dictature!», dénonce-t-elle face aux journalistes. Son franc-parler irrite. Au moment de voter à l'unanimité son éviction, les Constituants sont nombreux à scander: «Procureure, traîtresse, ton heure est arrivée». Mais la sanction ne s'arrête pas là. Ses comptes bancaires sont gelés et elle se voit interdite de sortie de territoire.

Elle a beau clamer haut et fort qu'elle refuse de céder son poste, immédiatement un successeur jugé plus fidèle

au pouvoir est nommé, Tarek William Saab.

Et la menace se fait bientôt plus pressante.

Le 16 août, M. Saab demande l'arrestation de son époux, le député chaviste German Ferrer, accusé de diriger un réseau d'extorsion de fonds.

Quelques heures plus tard, des agents du service de renseignement perquisitionnent le domicile du couple.

Furieuse, Luisa Ortega dénonce une «vengeance du gouvernement face à (sa) lutte contre le totalitarisme». Elle sait déjà que le pouvoir ne s'arrêtera pas là.

Le lendemain, son mari est privé d'immunité parlementaire par la Constituante. Il risque donc à tout moment d'être arrêté.

## L'évasion

S'en suit alors une évasion digne d'un scénario de film: Mme Ortega et son époux embarquent incognito à bord d'un bateau jusqu'à l'île caribéenne d'Aruba. De là, un avion privé les mène à Bogota.

Ce n'est que dans la soirée du 17 août que la nouvelle de sa fuite est rendue publique par les autorités colombiennes.

Entre-temps, l'ex-procureure générale a commencé à décocher ses flèches: lors d'un sommet de procureurs à Puebla (Mexique), elle fait parvenir un enregistrement audio dans lequel elle accuse directement le président Maduro d'être impliqué dans le vaste scandale de corruption qui secoue le Brésil autour de l'entreprise de BTP Odebrecht.

«Nous avons le détail de toute la coopération, les montants et les personnes qui se sont enrichies, et cette enquête implique M. Nicolas Maduro et son entourage», clame-t-elle.

Deux jours plus tard, le 20 août, M. Maduro contre-attaque, l'accusant

d'avoir bloqué des enquêtes sur des cas présumés de corruption dont il avait lui-même ordonné l'ouverture.

Le 22, il hausse encore le ton, annonçant le prochain lancement d'un mandat d'arrêt international à son encontre.

«Tu marches avec l'oligarchie colombienne, avec les putschistes brésiliens. Dis-moi avec qui tu marches et je te dirai qui tu es», lui lance-t-il.

## «Parcourir le monde»

Défiant ces menaces, Mme Ortega continue son périple et multiplie les interventions publiques pour dénoncer le gouvernement vénézuélien.

Arrivée à Brasilia le 22 août, elle trouve une nouvelle tribune pour ses critiques: une rencontre des procureurs des pays du Mercosur, le marché commun sud-américain.

Sous les applaudissements et encouragements de ses confrères en Amérique latine, elle fustige «la mort du droit» dans son pays, estimant que «la stabilité de la région est en danger».

«J'ai reçu des menaces de mort et je (tiendrais) le gouvernement vénézuélien responsable si quelque chose devait arriver», affirme-t-elle aussi.

Revenue le 25 août en Colombie, qui lui a offert l'asile politique, Luisa Ortega est réapparu lundi au Costa Rica où elle a accusé le gouvernement vénézuélien d'avoir «engagé des tueurs pour attenter à» sa vie.

«Je viens spécialement pour déposer une plainte devant le parquet du Costa Rica et la Commission interaméricaine des droits de l'homme», annonce-t-elle, prête à poursuivre le combat.

«Nous avons entamé une croisade sur le continent car au Venezuela il n'est pas possible d'obtenir justice en matière des droits de l'homme, de corruption ou de crime organisé», prévient Mme Ortega. **AFP**

## Les pèlerins iraniens de retour à la Mecque malgré l'absence de relations diplomatiques

■ Des dizaines de milliers d'Iraniens sont déjà arrivés en Arabie Saoudite pour le grand pèlerinage musulman du Hadj, alors que Téhéran et Riyad sont toujours en froid et n'ont pas rétabli leurs relations diplomatiques.

En 2016, les pèlerins iraniens - en moyenne 60.000 tous les ans - n'avaient pas été autorisés à participer au pèlerinage de La Mecque, une première en près de trois décennies.

Ils faisaient les frais de la rupture des relations diplomatiques entre leur pays et Riyad après le saccage de l'ambassade saoudienne à Téhéran par une foule qui réagissait à l'exécution dans le Royaume d'un dignitaire religieux chiite.

Mais les tensions entre les deux pays avaient déjà éclot en 2015, après une immense bousculade au Hadj qui a coûté la vie à près de 2 300 fidèles, dont 464 Iraniens.

Finalement, en mars dernier, l'Arabie Saoudite a annoncé que les Iraniens pourraient participer au pèlerinage de 2017, qui débute fin août.

Les deux puissances régionales rivales ont dû régler une série de problèmes, notamment parce que l'Arabie Saoudite ne dispose plus de consulat en Iran pour la délivrance des visas, mais aussi à cause de l'interdiction par Riyad des liaisons aériennes avec l'Iran.

Après plusieurs mois de négociations, les vols ont été autorisés entre les deux pays pour le pèlerinage et la délivrance des visas s'est faite par Internet.

- Bracelets électroniques -

Riyad a autorisé les vols d'Iran Air et permis qu'une partie des pèlerins iraniens soient transportés par les avions de la compagnie saoudienne d'aviation. Des consulats iraniens temporaires ont également été rétablis en Arabie Saoudite pour le pèlerinage.

«Il est très difficile de décrire mes sentiments. Je suis heureux de voir tellement d'Iraniens ici», a témoigné Abbas Ali, un Iranien de 54 ans, à l'aéroport de Jeddah.

Selon les autorités iraniennes, plus de 86 000 pèlerins iraniens participent au Hadj cette année.

«Les problèmes politiques ne devraient pas interférer dans une obligation religieuse comme le Hadj, parce que nous sommes tous musulmans» finalement, a-t-il affirmé à l'AFP.

L'Iran a accepté que ses pèlerins portent des bracelets électroniques pour être identifiés en cas d'accidents.

Fabriqués en Iran, ces bracelets portent des informations sur l'identité des pèlerins et peuvent être connectés aux smartphones pour permettre d'avoir accès aux informations qui y sont enregistrées.

Les journalistes de la télévision d'Etat iranienne Irib insistent régulièrement sur la bonne organisation du pèlerinage et les bonnes conditions pour les pèlerins.

Les responsables iraniens de l'Organisation du Hadj ont de leur côté demandé aux pèlerins de ne pas «argumenter» avec les policiers saoudiens en cas de problèmes.

«Nous avons tenté de séparer les relations entre les deux pays du pèlerinage. 14 questions importantes pour le pèlerinage ont été réglées», avait déclaré, il y a un mois, l'ancien ministre de la Culture, Seyed-Reza Salehi Amiri.

- Amorce de normalisation ? -

L'Iran a également accepté d'organiser une traditionnelle prière, accompagnée de slogans «mort à l'Amérique» et «mort à Israël» - très critiquée par les Saoudiens -, à l'intérieur des lieux de résidence et des hôtels des pèlerins iraniens pour «éviter des problèmes de sécurité», selon Ali Ghazi-Asghar, le représentant du guide suprême Ali Khamenei.

Plus de 1,8 million de fidèles ont pris part au hajj l'année dernière. Ce rituel est l'un des cinq piliers de l'islam que tout croyant musulman est appelé à effectuer au moins une fois durant sa vie s'il en a les moyens.

Les relations entre l'Iran chiite et l'Arabie Saoudite sunnite - les deux puissances régionales rivales - sont très tendues depuis des années, en raison notamment de leurs différends sur plusieurs dossiers régionaux comme la guerre en Syrie, le conflit au Yémen, la situation à Bahreïn ou encore en Irak et au Liban où les deux pays ont des positions diamétralement opposées.

Un léger dégel semble toutefois se dessiner. Outre le pèlerinage, les deux pays ont accepté des visites respectives de leurs diplomates pour inspecter l'état des bâtiments de leurs missions diplomatiques, fermées depuis 2016.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, qui a annoncé cette nouvelle jeudi, n'a pas évoqué une éventuelle reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, mais ces mesures pourraient traduire une amorce de normalisation entre Téhéran et Riyad.

AFP

Les "Reichsbürger" allemands

# Néonazis, complotistes, ésotériques et dangereux

**Les "Reichsbürger" (Citoyens du Reich), mouvance hétérogène mêlant néonazis, nostalgiques du Kaiser, complotistes et personnes aux croyances ésotériques, inquiètent les autorités allemandes en raison de l'audience croissante et de la prédisposition à la violence de ces groupes.**

**C**as emblématique, Wolfgang P., comparaît à partir de mardi devant un tribunal de Nuremberg (sud) pour le meurtre d'un policier en octobre 2016. Vêtu d'un gilet pare-balles, ce «Reichsbürger» avait ouvert le feu sur les forces de l'ordre venues l'interpeller et saisir chez lui une trentaine d'armes illégalement entreposées. Trois autres policiers avaient été blessés lors de l'opération.

## Qui sont-ils ?

Les «Reichsbürger» sont une nébuleuse d'individus et d'associations aux noms fleuris comme «le gouvernement en exil de l'Empire allemand», le «Royaume d'Allemagne» ou la «République libre d'Allemagne».

Ils «croient que la République fédérale d'Allemagne (RFA) n'existe pas, refusent de payer leurs impôts et veulent restaurer une Allemagne qui inclut des pans entiers de l'actuelle Pologne», explique Jan Rathje, un expert de l'extrême droite au sein de la Fondation Amadeu-Antonio, dans une brochure sur cette mouvance.

Pendant longtemps, on a minimisé leur potentiel de nuisance, les considérant comme des «cinglés» et des râleurs», selon lui.

Les Reichsbürger inondent notamment l'administration allemande de courriers exposant leur idéologie et leur refus par exemple d'être soumis à l'imposition.

Ils ne payent ni amendes ni cotisations sociales et refusent d'obéir à la police, à l'image de ce conducteur de 33 ans, arrêté ivre au volant de sa voiture en juin à

Rostock (nord-est) et qui a refusé les mesures de police au motif qu'il ne reconnaissait pas l'autorité de la police.

Les Reichsbürger se fabriquent aussi leurs propres papiers d'identité, leurs permis de conduire et réinventent les plaques d'immatriculation de leurs véhicules.

Certains ne revendiquent pas forcément leur appartenance au Reich de l'Empereur ou celui d'Adolf Hitler mais veulent fonder leur propre Etat ou leur propre communauté souveraine. En 2009, la «Principauté Germania», installée dans un ancien manoir, rencontra un large écho médiatique malgré une courte existence (trois mois).

Parmi les «Reichsbürger» figurent des complotistes, mais aussi des négationnistes, notamment l'ancien avocat Horst Mahler, cofondateur de l'organisation d'extrême gauche Fraction armée rouge (RAF) dans les années 70 et passé depuis à une idéologie néonazie.

## Combien sont-ils ?

Selon les renseignements intérieurs, les Reichsbürger sont environ 12.600, dont 700 extrémistes de droite avérés. Mais pour certains experts, il est difficile d'évaluer leur nombre exact, notamment parce que pendant longtemps ils n'ont pas été dans le collimateur des autorités.

«Le mouvement des «Reichsbürger» a un grand potentiel d'attraction et continue de gagner de nouveaux sympathisants», avait prévenu en mars le patron des renseignements intérieurs, Hans-Georg Maassen.

Comme ils n'ont ni structure ni



idéologie communes, les Reichsbürger n'ont pas un chef en particulier, mais de multiples dirigeants auto-proclamés.

A la tête d'un «Royaume d'Allemagne», l'ancien cuisinier Peter Fitzek, 52 ans, avait tenté une entrée en politique en se présentant en 2008 à la mairie de Wittenberg (est). Il a été condamné en mars à trois ans et huit mois de prison pour abus de confiance.

## Quel danger ?

Les autorités allemandes s'inquiètent «du potentiel de violence considérable et de (leur) agressivité croissante».

Elles s'intéressent plus particulièrement à la mouvance en raison de plusieurs incidents armés récents.

Outre le cas Wolfgang P., un ancien vainqueur du concours de beauté «Monsieur Allemagne», se disant «Reichsbürger», avait ouvert le feu en août 2016 sur les policiers venus l'expulser de sa maison. Il avait été grièvement blessé et arrêté.

Certains responsables politiques ont réclamé un tour de vis.

Ces derniers mois, plusieurs opérations ont été organisées contre des «Reichsbürger», avec

à la clé des interpellations et des saisies d'armes. Et en juin, les ministres de l'Intérieur des Etats régionaux allemands ont décidé que l'ensemble des «Reichsbürger» recensés en Allemagne ne devaient posséder aucune arme.

Selon Heiko Homburg, un responsable des services de renseignement du Brandebourg, cité par le quotidien Bild: le cas de «quelques-uns des «Reichsbürger» relève de la psychiatrie». «Si en plus ils ont accès aux armes, c'est extrêmement dangereux». **AFP**

## Tchéchénie

### Des couples divorcés contraints à se remettre ensemble "pour les enfants"

«**S**i tout allait avant d'avoir cinq enfants, pourquoi ne pas continuer à vivre ensemble après, pour les enfants?»

Le gouvernement russe de la République tchétchène vient de se féliciter du succès d'un programme un peu particulier. Tout au long de l'été, nous raconte le New York Times, les télévisions locales ont relayé le travail du Conseil pour l'harmonisation des mariages et des relations familiales, dont l'une des missions est de... convaincre les couples divorcés de se remettre ensemble. «La commission explique avoir réconcilié 948 couples, lors des deux derniers mois, certains après plusieurs années de séparation, écrit le magazine. Avec ce programme, le conseil peut demander à la police de relayer la visite aux couples divorcés et de les encourager à surmonter leurs différences.»

Dans les nombreux reportages télévisés, on voit les journalistes vanter le travail du conseil et expliquer que les couples reformés habitaient de

nouveau ensemble et que, s'ils passent la plupart du temps éloignés l'un de l'autre, ils n'oublient pas de se réunir autour de leurs enfants. «Malgré un antagonisme mutuel, des centaines de couples divorcés répondent à l'appel», a lancé l'un des journalistes travaillant pour un média appartenant à la république et qui, par conséquence, ne donne pas la parole aux couples mécontents de ce programme. «Ils regardent leur programme préféré ensemble, et mangent à la même table, préfère raconter un journaliste de Grozny TV. Le nombre de ces réconciliations grandit chaque jour.» Et tant pis si un des maris interrogé explique avoir accepté de se réconcilier pour «obéir à ce que le leader de la République a dit».

Car évidemment, il y a bien plus de choses à raconter ici que l'étrange politique mise en place par les autorités de Ramzan Kadyrov. «Ne pas se soumettre aux demandes des autorités régionales peut avoir des conséquences dramatiques, bien pire

que d'avoir à vivre de nouveau avec un ancien partenaire détesté.» Le dirigeant a justifié cette politique à la télévision avec la crainte de voir les enfants de divorcés devenir des militants islamistes, surtout s'ils sont élevés par leur mère:

«S'ils peuvent vivre ensemble et avoir trois, quatre ou cinq enfants, pourquoi divorcer après ça? Si tout allait avant d'avoir cinq enfants, pourquoi ne pas continuer à vivre ensemble après, pour les enfants?»

Il a également estimé que, sur cent enfants de divorcés, «cinquante ou six étaient normaux».

Bien au-delà de ces couples mariés, Kadyrov continue en réalité un plan de contrôle de la vie privée et de la sexualité des Tchétchènes. Personne n'a oublié que, l'hiver dernier, le dirigeant mettait en place une terrible purge des homosexuels de la région, en les piégeant grâce à internet, en les arrêtant et en les torturant. Beaucoup d'entre eux ont ensuite été exécutés. **Slate**

## Corée du Nord

### La Russie se dit «extrêmement préoccupée»

■ La Russie s'est déclarée mardi «extrêmement préoccupée» par la situation en Corée du Nord, en dénonçant une «tendance vers une escalade» des tensions, après le tir d'un missile nord-coréen qui a survolé le Japon. «Nous voyons une tendance vers une escalade (...) et nous sommes extrêmement préoccupés par le développement général (de la situation, ndr)», a déclaré un vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, cité par l'agence publique RIA Novosti.

De vastes exercices militaires conjoints de la Corée du Sud et des Etats-Unis, lancés la semaine dernière dans la péninsule coréenne, «ont joué leur rôle en provoquant Pyongyang à un nouveau tir» de missile, a-t-il estimé. Présentées comme défensives, ces manoeuvres annuelles impliquant des dizaines de milliers de soldats ont été lancées en Corée du Sud le 21 août et doivent durer deux semaines.

La Corée du Nord a mené mardi un tir de missile balistique qui a survolé le Japon pour s'abîmer dans le Pacifique. Selon les autorités nippones, qui ont dénoncé une «menace grave et sans précédent», le missile a survolé l'île de Hokkaido (nord) et est tombé ensuite dans les eaux du Pacifique, à 1.180 km à l'est des côtes japonaises, sans causer de dommage à des avions ou des navires dans la zone. Ce tir intervient après plusieurs semaines de tensions et d'escalade verbale entre Washington et Pyongyang. Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira en urgence mardi après-midi à la demande de Washington et Tokyo.

**AFP**

Vidéo de l'année

# Kendrick Lamar remporte le prix MTV

La superstar Katy Perry, qui animait la soirée, avait donné le «la» très militant en brandissant un journal au titre «Le monde est en feu».



Le rappeur Kendrick Lamar a été le roi des Video Music Awards de la chaîne musicale MTV dimanche, remportant six nominations au cours d'une soirée très politique.

L'artiste originaire de Compton, au sud de Los Angeles, partait en tête des pronostics avec huit nominations et il a finalement récolté six statuettes, dont celles de la meilleure vidéo de l'année, la meilleure vidéo hip-hop et la meilleure réalisation pour

*Humble*, un clip où il apparaît en Jésus et en pape.

C'est avec ce titre qu'il a littéralement mis le feu à la scène du mythique stade The Forum d'Inglewood, dans la banlieue sud de Los Angeles, en ouverture de la cérémonie: le tout devant un échafaudage en flammes. La superstar Katy Perry, qui animait la soirée, avait donné le «la» très militant en brandissant un journal au titre «Le monde est en feu».

Les VMA, décernés d'après un vote du public, «sont l'une

des élections où le vote populaire compte» encore, a ironisé la chanteuse californienne, allusion au scrutin présidentiel remporté par le républicain Donald Trump malgré un nombre de voix plus important pour la démocrate Hillary Clinton. L'un des moments les plus intenses de la soirée a été l'intervention de Susan Bro, la mère d'Heather Heyer, cette jeune femme tuée par un sympathisant nazi à Charlottesville alors qu'elle manifestait contre le fascisme. Paris Jackson, fille

du roi de la pop Michael Jackson, avait décerné la première récompense de la soirée, la vidéo pop de l'année, au groupe féminin Fifth Harmony, en appelant à résister et «montrer à ces nazis et suprématistes blancs pourris que nous n'avons aucune tolérance pour leur haine et leur discrimination». C'est Ed Sheeran qui a gagné la statuette d'artiste de l'année après que son tube *Shape of you* eut inondé les ondes tout l'été. **L. N.**

Pire box-office en 15 ans

## Hitman & Bodyguard triste champion

La comédie d'action *Hitman & Bodyguard* occupe la tête du box-office ce week-end, le pire en plus de quinze ans pour les salles obscures nord-américaines à la fin d'un été peut-être le plus catastrophique en un quart de siècle.

«Il n'y a pas à tergiverser, ça a été un week-end misérable», écrit le site spécialisé Boxoffice Mojo.com en commentant les chiffres de vente de billets de cinéma des trois derniers jours.

Les recettes combinées des 12 premiers films atteignent seulement 49 millions de dollars, le pire bilan pour un week-end «depuis fin septembre 2001», juste après les pires attentats de l'histoire des Etats-Unis, souligne le site.

C'est aussi le pire pour un week-end d'août - période privilégiée pour les blockbusters d'action ou de superhéros - en plus de 20 ans.

Même en incluant les quelque 2,6 millions de dollars de revenus de la projection du combat de boxe de titans Mayweather contre McGregor - qui a sans doute largement contribué à détourner le public des salles obscures ce week-end - dans certains cinémas, les ventes entre vendredi et dimanche restent «parmi les pires pour un week-end sur les cinq dernières années», d'après Boxoffice Mojo.

«Et pour empirer les choses, étant donné qu'il n'y a pas de grosse sortie le week-end prochain, les choses ne vont pas s'améliorer jusqu'au 8 septembre» et la sortie de *It*, adaptation d'un livre du roi de l'horreur, Stephen King, ajoute le site.

Sur l'ensemble de l'été, le tableau est encore plus sombre.

Ce week-end, selon les données diffusées lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations, *Hitman & Bodyguard*, avec Samuel L. Jackson et Ryan Reynolds, a rapporté 10,3 millions de dollars, soit 38,9 millions sur deux semaines.

*Annabelle 2 : la création du mal*, histoire d'une poupée maléfique éponyme, reste à la deuxième place pour sa troisième semaine en salles, avec 7,7 millions de dollars sur le week-end et 78,2 millions en trois semaines.

*Ballerina*, le dessin animé franco-canadien qui raconte l'histoire d'une orpheline bretonne montée à Paris et qui se rêve en danseuse étoile est entrée directement en troisième position avec 4,7 millions de dollars.

*Wind River*, qui raconte l'histoire d'un pisteur d'une réserve indienne enquêtant dans l'immensité du Wyoming, a fait un bond spectaculaire de la dixième à la quatrième place en quatrième semaine. Il a rapporté 4,6 millions ce week-end pour un

total de 10 millions depuis sa sortie.

Malgré de bonnes critiques, le nouveau Steven Soderbergh, *Logan Lucky*, dégringole à la cinquième place en deuxième semaine. Malgré une vaste distribution, l'histoire des frères aux airs de Pieds nickelés, Channing Tatum et Adam Driver, n'a récolté que 4,2 millions de dollars de recettes, soit un total d'à peine 15 millions.

*Dunkerque*, épopée de Christopher Nolan sur l'évacuation de 400 000 soldats britanniques et alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, rapporte encore 3,9 millions de dollars (172,5 millions en six semaines).

L'homme-araignée de *Spider-Man: Homecoming* capte encore 2,8 millions de dollars (319 millions en huit semaines).

*Birth of the Dragon*, qui raconte l'histoire vraie d'un combat épique entre le roi du kung fu Bruce Lee et un moine venu le défier, a engrangé un peu plus de 2,7 millions de dollars pour ses trois premiers jours à l'affiche.

*Le monde secret des Emojis*, le film d'animation, assassiné par les critiques, chute à la neuvième place avec 2,5 millions de dollars (76,6 millions en cinq semaines) tandis que la comédie *Girls Trip*, avec Queen Latifah et Jada Pinkett Smith, a encaissé 2,4 millions.

**R. K.**

## Réalisé par Karim Traïdia Chroniques de mon village primé au Maroc

Le long métrage *Chronique de mon village* du réalisateur Karim Traïdia a reçu le prix du jury du 3<sup>e</sup> Festival Cinéma sans frontière qui a pris fin samedi soir.

Sorti en 2015, *Chroniques de mon village*, inspiré de la vie de son réalisateur, relate une enfance vécue sous le joug colonialisme français et explore également les bouleversements apportés par l'indépendance du pays tels perçus par un enfant.

Le Grand prix a été attribué au film hollandais *Green Card* de la réalisatrice Meryem Crawshopalors, alors que celui du meilleur réalisateur est revenu à la Marocaine Jihan El Baha pour son film *Aux pays des merveilles. Les rêves d'une oasis* du réalisateur marocain Aziz Lkhoadar a, pour sa part, reçu le Prix du meilleur scénario.

Dans la catégorie court métrage le film *Yemma* du Marocain Hicham Regragui a remporté le Prix du meilleur réalisateur. Le prix du jury a été attribué à *Tikitat-A-Soulima* de son compatriote Ayoub El Youssefi.

Organisé par l'association Al Amal pour la cohabitation et le développement, cette manifestation vise à développer, en particulier, la culture du cinéma au niveau local par des projections en plein air.

**R. N.**

Johannesburg (Afrique du Sud)

## Un homme ouvre le feu dans un théâtre

Un homme a ouvert le feu dans un théâtre bondé de Johannesburg après avoir perdu la trace de son téléphone dans le public, faisant un mort et huit blessés, a déclaré lundi la police sud-africaine.

La scène s'est déroulée dimanche dans le théâtre d'Hillbrow, un quartier du centre connu pour sa criminalité, où l'homme a tiré à l'aveuglette dans la foule en exigeant son téléphone, selon l'AFP.

«Une personne est morte et huit autres ont été blessées», a dit un porte-parole de la police, Lungelo Dlamini. «On pense que le téléphone de l'homme avait été volé. Il s'est enfui à pied après l'incident», a ajouté le policier.

L'administrateur du théâtre a raconté au quotidien *The Citizen* avoir entendu les coups de feu et s'être précipité à l'intérieur, où les spectateurs se débattaient pour tenter de s'échapper.

«Il semble que l'homme avait perdu ses affaires dans la foule et a commencé à se plaindre à propos de son téléphone. Il s'est emparé du micro et a demandé que quiconque l'ayant pris le lui rende», a raconté Phanankosi Dube.

**F. L.**

À l'âge de 79 ans

## Décès de l'actrice française Mireille Darc

L'actrice française, Mireille Darc, est décédée à l'âge de 79 ans dans la nuit de dimanche à lundi à son domicile à Paris, a annoncé la presse locale.

L'actrice emblématique des années 1960 et 1970 avait tourné dans une cinquantaine de longs métrages pour le cinéma.

Atteinte depuis l'enfance d'un souffle au cœur, elle avait subi en 1980 une opération à cœur ouvert, avant d'être de nouveau opérée en 2013.

Après de graves ennuis de santé, elle revient dans les années 1990 sur le devant de la scène en campant des rôles dans plusieurs séries télévisées. Mireille Darc avait aussi réalisé plusieurs documentaires. Depuis 2002, elle était mariée à l'architecte Pascal Desprez.

**R. N.**

«Nous sommes peu à penser trop, trop à penser peu.»

Françoise Sagan



# FEMMES

ILS ONT DIT :

«Penser ne suffit pas : il faut penser à quelque chose.»

Jules Renard

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

## Le compte de Selena Gomez piraté

**Mauvaise nouvelle pour Selena Gomez. Son compte Instagram a été piraté par un inconnu qui a également dévoilé des photos dénudées de son ex-compagnon Justin Bieber.**

**T**rès active sur les réseaux sociaux, Selena Gomez partage régulièrement des clichés de son quotidien entre ses nouveaux projets, ses sorties entre amis et ses séances photos. Seulement voilà, la chanteuse et actrice attise la curiosité à chacune de ses publications. Ce n'est donc pas un hasard si certains internautes malveillants tentent de pirater ses différents comptes. Et il y en a un qui a visiblement réussi son coup. Il y a quelques heures, une photo de Justin Bieber nu était postée sur son feed Instagram. Et si le compte de la jeune femme a été rapidement bloqué, de nombreux internautes ont pu accéder à cette image. Pour rappel, l'interprète de Fetish est suivie par 125 millions d'abonnés.

Ces images volées de Justin Bieber ne sont pas inédites. En effet, elles ont été prises par un paparazzi en 2015 alors que le chanteur était à son domicile. Depuis, elles ne cessent de circuler sur la toile.

Ce n'est malheureusement pas la première fois que Selena Gomez est victime d'un piratage. La nouvelle compagne du chanteur de The Weeknd a déjà connu ces désagréments en 2012 lorsqu'elle était en couple avec Justin Bieber. Un anglais de 21 ans, Gareth Crosskey avait tenté de vendre des e-mails personnels des deux stars pour révéler leur idylle. Le jeune homme a été condamné à 12 mois de prison ferme pour avoir piraté le compte Facebook de la chanteuse.



### NUTRITION

#### Ecouter son appétit

Dans notre cerveau, un centre de contrôle de l'appétit est installé. A chaque bouchée avalée, des infos lui sont envoyées qui lui indiquent les doses de gras, de sucre, de protéines, de calories qu'elle contient. Il reçoit aussi celles de l'estomac au fur et à mesure de son remplissage. Ce Bison futé de notre alimentation se tient tranquille tant que ces doses sont nécessaires et que l'estomac n'est pas rempli. Puis il envoie peu à peu des messages de ralentissement et de "stop" qui se traduisent par une diminution de l'appétit : au fur et à mesure du repas, on a de moins en moins envie de manger. Vous adorez un plat en particulier et vous vous en êtes servi une grande assiette ? Si vous avez atteint votre quota de calories avant de l'avoir terminée, ce qui reste vous paraîtra beaucoup moins bon et vous n'aurez pas envie de la terminer. Sauf en vous forçant à manger encore, ce qui vous fait absorber alors des calories dont vous n'avez pas besoin et qui vont augmenter le stock de graisse de vos fesses et de vos cuisses.

#### Les bons coupe-faim

Vous avez une fringale ? Au lieu de vous précipiter sur une dangereuse barre chocolatée ou des biscuits forcément gras, mangez une pomme ou un œuf dur. La première vous apporte plein de fibres et de sels minéraux, le second des protéines. L'un et l'autre peu de calories. Les deux s'installent dans votre estomac qui vous laissera alors tranquille pour un bon moment, le temps de les digérer. On peut difficilement trouver mieux comme coupe-faim au milieu de la matinée ou de l'après-midi. D'autant plus qu'ils sont faciles d'emploi. Si vous êtes de celles qui zappez en partie le petit déjeuner et qui êtes inévitablement victime d'une abominable fringale dans la matinée, emportez un œuf dur dans votre sac. Et qu'est-ce qui vous empêche d'avoir toujours une ou deux pommes d'avance dans le tiroir de votre bureau ?

#### Vive le dessert sucré !

En diminuant ainsi votre appétit avant ou au début de vos repas, votre Bison futé alimentaire vous dira que vous n'êtes pas encore vraiment rassasiée et qu'il y a encore une petite place pour le dessert.

Il vous apportera de douces sensations. Vous terminerez votre repas dans la béatitude glucidique sans être surchargée. Et il y a de grandes chances qu'alors, votre quota de glucides satisfait, vous n'avez nulle envie de grignoter ensuite un truc sucré dans l'après-midi ou dans la soirée en regardant la télé ! C'est ainsi qu'en employant les bons coupe-faim, vous avez de grandes chances de ne plus manger au-delà de vos besoins énergétiques et de maigrir. Surtout si vous marchez régulièrement tous les jours.

### GROSSESSE :

## ENCEINTE APRÈS 40 ANS, QUELS SONT LES RISQUES ?

C'est un fait, les grossesses tardives sont en augmentation. Si ces grossesses s'expliquent par l'allongement de la durée des études elles nécessitent une surveillance particulière. La menace d'une fausse couche spontanée étant plus importante après 40 ans et augmentent au fil des années.

#### Les risques pour la maman

Les fausses couches lors des trois premiers mois de grossesse sont plus fréquentes à cet âge-là: de 18 à 34%, contre 15% à 30 ans. Le plus souvent, elles proviennent d'une anomalie chromosomique de l'embryon. Liées à l'âge de la mère, elles participent à la baisse de la fécondité au fil des années.

Par ailleurs, le risque d'hypertension artérielle est deux fois plus grand qu'à 20 ans, les artères perdant de leur souplesse avec l'âge. Et lorsqu'elle est associée à un taux anormal d'albumine (protéines) dans les urines, la future maman souffre de pré-éclampsie au cours du dernier trimestre de sa grossesse.

Quant au diabète gestationnel, il est deux fois plus fréquent, lui aussi, lorsque la glycémie de la future maman est trop élevée. En suites de couches, les phlébites des membres inférieurs et les embolies pulmonaires sont également plus nombreuses.

#### Qu'appelle-t-on pré-éclampsie ?

Nommé aussi «toxémie gravidique», il s'agit d'un syndrome général qui atteint classiquement les femmes enceintes lors du dernier trimestre de leur grossesse et qui associe l'hypertension artérielle, la présence de protéines (albumine) dans les urines et une prise de poids avec des œdèmes. En effet, le placenta, mal vascularisé, secrète des substances nocives pour les vaisseaux sanguins. Ce trouble se manifeste en outre par des migraines et des troubles de la vision. Si les médicaments et le repos complet n'y font rien, le médecin peut, selon l'état d'avancement de la pré-éclampsie et le terme de la grossesse,

décider de provoquer l'accouchement. Le fœtus, mal oxygéné, peut en effet souffrir dans le ventre de sa mère et ralentir sa croissance, voire décéder. D'où l'importance d'une surveillance très régulière.

#### Les risques d'une grossesse tardive pour bébé

La trisomie 21 (mais également les trisomies 13 et 18), qui peut être attribuée au vieillissement des ovocytes, est le risque majeur pour le bébé en cas de grossesse tardive. Cette perturbation du nombre de chromosomes (47 au lieu de 46, du fait de trois chromosomes 21 au lieu de deux), est la première cause de handicap mental en France.

Il existe aussi des risques de malformations de la face (fente labiale ou bec-de-lièvre) et des pieds comme le pied bot (pied du bébé tourné vers l'intérieur).



### Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

## SPORTS

## Ligue 1 Mobilis (2<sup>e</sup> journée) NAHD-USMA à Blida et USMH-CRB au 1<sup>er</sup> novembre

■ Le match NA Hussein-dey- USM Alger comptant pour la deuxième journée de Ligue 1 Mobilis est domicilié au stade Mustapha Tchaker de Blida, tandis que l'autre derby algérois entre l'USM El Harrach et le CR Belouizdad se déroulera au stade du 1<sup>er</sup> novembre d'El Harrach, selon le programme de la journée publié par la Ligue de football professionnel lundi. La rencontre NAHD-USMA se jouera le jeudi 7 septembre à 17h45 et le match USMH-CRB est programmé le samedi 9 septembre à 17h00 à huis clos. D'autre part, le MC Alger accueillera l'ES Sétif le samedi 9 septembre à 17h45 au stade Omar Hamadi (Bologhine) à huis clos après la sanction infligée au club de la capitale ce lundi par la commission de discipline de la LFP. La deuxième journée de Ligue 1 s'étalera sur trois jours: jeudi 7, vendredi 8 et samedi 9 septembre.

## DRB Tadjenanet Bracci, premier entraîneur limogé

■ La direction du DRB Tadjenanet a mis fin aux fonctions de son entraîneur français François Bracci après une journée seulement du début du championnat de Ligue 1 algérienne de football, a-t-on appris mardi auprès de la direction du club de l'Est. Pourtant, le «Difaâ» a réalisé une bonne opération lors de la journée inaugurale, disputée le week-end dernier, en damant le pion en déplacement à l'Olympique Médéa (1-1). L'ancien coach du MC Alger et du CS Constantine a été engagé deux semaines avant le coup d'envoi de la compétition en remplacement de Meziane Ighil. Du coup, Bracci devient le premier entraîneur à «sauter» de la saison, laissant la porte ouverte à d'autres éventuelles limogeages alors que le championnat n'est qu'à ses débuts. En pleine période d'intersaison, l'entraîneur du nouveau promu l'USM Blida Farid Zemiti a démissionné de son poste contestant «la lenteur de la direction à régulariser la situation financière des joueurs». Il a été remplacé par Samir Boudjaârane, qui a échoué lors de son premier match en s'inclinant sur le terrain du MC Oran (3-0).

Equipe nationale

# Alcaraz tiendra une conférence aujourd'hui



**C'**est aujourd'hui que le sélectionneur national, l'Espagnol, Lucas Alcaraz, tiendra une conférence de presse au centre de presse du complexe olympique, Mohamed Boudiaf. Le driver des Verts tâchera de s'expliquer sur sa dernière liste des convoqués pour la double confrontation face à la Zambie pour le compte de la troisième journée des éliminatoires du Mondial 2018 de Russie, sachant que l'EN jouera le match aller face aux Chipolopolo le samedi 2 septembre à 14h30. Alcaraz devrait expliquer la convocation de certains joueurs auxquels on ne s'attendait pas et notamment le jeune joueur de Sochaux, Deham, sachant que ce dernier est méconnu du public algérien et n'a pas fait ses preuves jusqu'à maintenant, alors que le milieu est bien fourni avec des joueurs expérimentés et talentueux. Le coach des Verts devrait parler aussi des chances de l'équipe nationale dans cette double confrontation face aux Zambiens et la manière dont il procédera pour revenir avec un résultat probant de cette sortie. Par ailleurs, il faut savoir que la délégation algérienne prend son envol ce

jeudi pour Lusaka afin de jouer ce match aller le samedi. Le stage des Verts a débuté lundi après-midi et les joueurs se rendaient de manière successive au centre des équipes nationales de Sidi Moussa. Le dernier arrivé est Rachid Ghezal qui a été autorisé par le staff technique à reporter son arrivée pour des problèmes d'ordre personnel. Pour le reste, Daham a découvert pour la première fois le Centre de Sidi Moussa, au même titre que le milieu offensif de Naples (Serie A italienne) Adam Ounas, retenu également pour ces deux rencontres. L'ancien joueur des Girondins de Bordeaux (France) avait déjà été convoqué en novembre 2016 pour le déplacement au Nigeria à Uyo (défaite 3-1) aux qualifications du Mondial 2018 sous l'ère de l'ancien coach national le Belge Georges Leekens, mais sans pour autant honorer sa convocation en raison d'une blessure. Ladite liste ne comprend que trois joueurs dont un gardien de but évoluant en championnat de Ligue 1 Mobilis : Raouf Benguit (USM Alger), Brahim Boudebouda (MC Alger) et Abdelkader Salhi (CR Belouizdad). Le technicien espagnol a également fait appel (en

dehors des 23) au milieu défensif Kamel Belarbi (USM El Harrach), et l'attaquant Oussama Darfalou (USM Alger) en tant que jeunes joueurs invités au stage.

Imad M.

## Natation / Mondiaux-2017 juniors (200m dos) Arjoun bat le record d'Algérie mais rate la finale

■ Le nageur algérien Abdellah Ardjoun a battu le record d'Algérie du 200 m dos lors des Championnats du monde juniors qui se déroulent à Indianapolis (Etats-Unis), en décrochant le 12<sup>e</sup> temps des séries disputées lundi après-midi, mais rate la qualification pour la finale. Ardjoun (16 ans, ASPTT Alger) a terminé à la 6<sup>e</sup> place de la quatrième série avec un chrono de 02:03.01 battant ainsi le record d'Algérie qu'il avait déjà amélioré (02.03.48). Le meilleur temps des séries a été réalisé par l'Américain Foster Carson qui a remporté la quatrième série en 1:59.44. Notons que les séries de la spécialité du 200m dos sont qualificatives directement pour la finale. Il s'agit du troisième record Algérie battu par Ardjoun lors de ces mondiaux dans la spécialité du dos après avoir terminé 5<sup>e</sup> de la première demi-finale du 100 m avec un chrono de 55.89, améliorant de 11 centièmes le record qu'il avait déjà battu lors des séries (56.00).

## Boxe/mondiaux-2017 Flissi (52 Kg) et Benbaâziz (60 Kg) éliminés

■ Les boxeurs algériens, Mohamed Flissi (52 Kg) et Reda Benbaâziz (60 Kg), ont été éliminés dès les 8<sup>es</sup> de finale de la 19<sup>e</sup> édition des championnats du monde seniors, organisés du 25 août au 2 septembre à Hambourg (Allemagne). Exempt du premier tour, Flissi, médaillé de bronze aux mondiaux 2015 de Doha (Qatar), a perdu devant l'Indien Bisht Kavinder (3-2), un boxeur de 22 ans qui prend part pour la première fois à une phase finale d'un tournoi mondial après avoir été sacré lors de la précédente édition des championnats d'Asie. De son côté, Reda Benbaâziz (60 Kg), a été éliminé dès les huitièmes de finale, en perdant son duel devant l'Australien, Luis Cabrera (5-0), un score qui reflète largement la supériorité de son adversaire, classé 9<sup>e</sup> aux championnats du monde 2015 de Doha (Qatar). Cette élimination s'ajoute à celle de Mohamed Yacine Touareg, engagé dans la catégorie 49 Kg, qui avait été éliminé dès le premier tour en perdant face à l'Australien Alex Winwood sur le score de (2-3). L'Algérie a pris part aux championnats du monde à Hambourg avec trois boxeurs. Deux-cent-soixante-dix-neuf (279) boxeurs représentant 85 pays dont l'Algérie prennent part à la 19<sup>e</sup> édition des championnats du monde seniors qui se poursuivent jusqu'au 2 septembre à Hambourg (Allemagne).

## Ligue 1 Mobilis (première journée)

# L'USB et le MCA sanctionnés d'un huis clos

■ La commission de discipline, réunie ce lundi, a infligé le huis clos pour l'US Biskra et le MC Alger suite aux incidents survenus vendredi dernier au stade de Biskra lors de leur rencontre comptant pour la première journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP). Les deux formations ont été sanctionnées pour utilisation de fumigènes, envahissement de terrain à deux reprises avec un arrêt momentané de la partie. Elles écoperont également d'une amende de 100 000 DA. Les deux équipes joueront donc leur prochain match à

domicile sans la présence du public Le MC Alger avait battu l'US Biskra (1-0) grâce à un but de Nekkach. Lors de cette première journée de Ligue 1 Mobilis, la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel a sanctionné 12 équipes d'une amende variant de 30 000 DA à 100 000 DA pour utilisation et jets de fumigènes. En plus de l'amende de 100. 000 DA, la JSK et le MCO ont été mis en garde. D'autre part, les joueurs Mellél Benamer (USM El Harrach) a écoperé d'un match de suspension pour contestation de décision lors de la rencontre perdue par

son équipe contre l'ES Setif 2-1, disputée samedi dernier au stade 8 mai 45 à Sétif. En championnat de Ligue 2 Mobilis, plusieurs joueurs ont été suspendus un match pour cumul de cartons ou contestation de décision, il s'agit de Boukaroum Billel (CRB Ain Fekroun), Chihati Mohamed (RC Kouba), Remmache Belkacem (RC Relizane), Bouguettoucha Haroune (AS Ain M'lila), El Hindi Dahou (GC Mascara), Goumidi Hakim (JSM Skikda), Zitouni Abdel Wadoud (MC El Eulma) et Youcef Anouar Yacine (ASM Oran).

## Championnat National Amateur 2017-2018

# La reprise décalée d'une semaine

■ La reprise du Championnat National Amateur de football, prévue initialement le 8-9 septembre 2017 a été décalée aux 15 et 16 du même mois, a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA), en expliquant cet ajournement par des besoins organisationnels. «Programmé initialement les 8-9 septembre, le début du championnat de la Division Nationale Amateur est décalé aux 15-16 septembre» a indiqué la LNFA sur son site officiel, ajoutant que cette déci-

sion a été prise pour permettre à l'instance de «traiter dans les meilleures conditions les dossiers d'engagement, et d'établir convenablement les différents calendriers». La LNFA a rappelé dans son communiqué que le dernier délai pour le dépôt des engagements est fixé le 31 août courant. Par ailleurs, la Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé qu'à partir de cette saison (2017-2018) des contrôles antidopage inopinés seront effectués dans les

différents championnats amateurs. La décision a été prise lors de la dernière réunion du bureau fédéral, tenue le 23 août courant au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), sous la conduite de Kheïreddine Zetchi, le président de l'instance fédérale. La FAF avait instauré les contrôles antidopage inopinés depuis 2012 et tous les matchs des championnats des Ligues 1 et 2 Mobilis sont contrôlés depuis 2015.

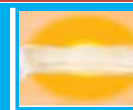




Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

Réfugiés

## Merkel pour prolonger les contrôles aux frontières en Europe

La chancelière allemande, Angela Merkel, s'est prononcée hier pour une prolongation des contrôles aux frontières dans l'Espace Schengen, alors que la Commission européenne prévoit le retour à la libre-circulation d'ici novembre avec l'allègement de la pression migratoire.

«Etant donné la situation actuelle, nous avons besoin de ces contrôles aux frontières», a estimé Mme Merkel.

La prolongation de ces contrôles sera l'un des sujets abordés lors de la rencontre entre Mme Merkel et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mercredi à Berlin, a-t-elle indiqué.

Plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, ont réintroduit les contrôles d'identité aux frontières en 2015 en réponse à l'afflux massif de réfugiés, venus notamment de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan. Principale destination de ces demandeurs d'asile, l'Allemagne en a accueilli depuis 2015 plus d'un million.

La Commission européenne a annoncé, en début mai, qu'elle mettrait un terme en novembre à ces dérogations exceptionnelles au sein de l'espace de libre-circulation Schengen, arguant que la pression migratoire s'était allégée après la fermeture en 2016 de la route des Balkans et la mise en place la même année d'un accord migratoire avec la Turquie.

Mais le nombre de plus en plus important de migrants venus d'Afrique qui empruntent la route de la Méditerranée au péril de leur vie, inquiète les Européens qui redoutent une nouvelle crise migratoire.

R. I.

Inde

## Bombay paralysée par des précipitations torrentielles

La mégapole indienne de Bombay était paralysée hier par des précipitations torrentielles qui inondaient ses rues et perturbaient la vie de ses 20 millions d'habitants, ont rapporté des médias. Des dizaines de vols et de trains étaient annulés en raison des pluies de mousson qui s'abattent avec une rare violence sur la capitale économique de l'Inde, selon ces médias.

De nombreuses entreprises ont dû renvoyer leurs employés à domicile. Les services météorologiques conseillaient à la population de se calfeutrer chez elle et d'éviter les déplacements.

Depuis lundi, il est tombé plus d'un mètre et demi de pluie sur Bombay et la météo annonçait d'importantes précipitations pour les 24 prochaines heures encore. Ces inondations réveillaient dans la mémoire des habitants de cette cité de l'argent-roi le spectre de celles de 2005, quand un millier de personnes avaient péri.

Les scientifiques attribuent les inondations endémiques de Bombay à son rapide développement urbain qui étouffe le système de canalisation.

R. K.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam

## Deux contrebandiers arrêtés par l'armée



Deux contrebandiers ont été arrêtés à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont saisi également deux camions de carburant et divers outils d'orpillage, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, à Bordj Badji Mokhtar et

In Guezzam/6<sup>ème</sup> RM, deux contrebandiers et saisi deux camions, 19 200 litres de carburant et divers outils d'orpillage, tandis qu'un autre détachement a saisi, à Tindouf/3<sup>ème</sup> RM, deux véhicules tout-terrain et 2 800 litres de carburant» précise le communiqué.

A El Oued, Ghardaïa, Biskra/4<sup>ème</sup> RM et Oran/2<sup>ème</sup> RM, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté trois contrebandiers, deux camions, deux véhicules, 8 649 unités de dif-

férentes boissons et 320 kg de tabac».

Par ailleurs, des éléments des gardes-côtes «ont déjoué, à Annaba/5<sup>ème</sup> RM, une tentative d'émigration clandestine de 12 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont intercepté 37 immigrants clandestins de différentes nationalités à Béchar, Adrar et Tlemcen», ajoute le communiqué.

L. M.

Zone industrielle d'Oued Smar

## Incendie d'une usine de parfums

L'entrepôt d'une usine de parfums sise dans la zone industrielle d'Oued Smar (daïra d'El Harrach) a été ravagé par un incendie qui a fait trois blessés et d'importants dégâts matériels, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

L'incendie qui a ravagé l'usine Star Brand, faisant trois blessés, dont deux employés et un pompier, a été maîtrisé par les équipes de la Protection civile vers 16h, a déclaré à l'APS, le sous-lieutenant Sadek Kamel, le chargé de l'information à la direction de la wilaya de la Protection civile.

L'un des travailleurs de l'usine, en état de choc, a été évacué vers le CHU Zmirli alors que le second, ayant subi des brûlures du deuxième degré, a été transféré

vers l'hôpital de Douéra. L'élément de la Protection civile a, quant à lui, reçu les premiers soins sur place après avoir été intoxiqué au gaz, a précisé la même source.

Dès le signalement du sinistre vers 14h, 11 camions de pompiers, cinq ambulances et deux camions à échelle ont été mobilisés outre les moyens de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile de Dar El Beida, a ajouté le sous-lieutenant Sadek Kamel.

Les causes du sinistre qui a fait d'importants dégâts matériels sont pour l'heure inconnues et les investigations des services de sécurité compétents sont toujours en cours, a affirmé la même source.

L. M.

## ACTU...

Tlemcen

## Libération d'une femme enlevée

Une jeune femme a été libérée dimanche soir à Tlemcen peu de temps après son enlèvement par deux individus qui ont été arrêtés, a-t-on appris lundi auprès de la Sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée par les agents de la 5<sup>ème</sup> Sûreté urbaine de la ville de Tlemcen suite au signalement des faits par un chauffeur de taxi qui devait conduire la jeune femme à haï Oujellida, a-t-on précisé de même source.

Les deux ravisseurs, munis d'armes blanches, ont surgi lorsque le taxi s'est arrêté au niveau de ce quartier, puis ont ordonné à la victime, âgée de 32 ans, de monter à bord de leur véhicule, a-t-on indiqué, affirmant que les deux mis en cause, âgés de 23 et 27 ans, ont été appréhendés au niveau d'un immeuble en construction où la jeune femme était séquestrée.

La victime a été retrouvée saine et sauve au 4<sup>ème</sup> étage de cet immeuble d'où elle appelait à l'aide tout en agitant la torche d'un téléphone portable, a-t-on précisé à la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

L. Y.

In Guezzam

## Un terroriste armé arrêté

Un terroriste a été capturé, lundi après-midi, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munitions par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans une embuscade à Hassi Tiririne, près de In Guezzam, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à la vigilance des éléments des unités déployées le long des frontières de notre pays, un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé, lundi, suite à une embuscade opérée à Hassi Tiririne, près de In Guezzam (6<sup>ème</sup> Région militaire), un terroriste qui s'appropriait à franchir nos frontières à bord d'un véhicule tout-terrain, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munitions», précise le communiqué. «Cette nouvelle opération vient booster la dynamique de résultats positifs réalisés par les forces de l'Armée nationale populaire, et dénote de leurs permanentes veilles et disponibilité à travers les quatre coins de l'Algérie pour contrecarrer toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays», note la même source.

R. N.

Accidents de la route

## 39 morts en une semaine

Trente-neuf personnes ont trouvé la mort et 1 983 autres ont été blessées dans 1 494 accidents de la route, survenus durant la période allant du 20 au 26 août en cours à travers plusieurs régions du pays, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec quatre personnes décédées et 49 autres blessées suite à 34 accidents de la route.

En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2 581 interventions pour procéder à l'extinction de 1 979 incendies urbains, industriels et autres.

Aussi, 4 963 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 4 396 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

R. N.